

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT.

LE CRÉDIT COOPÉRATIF COMMERCIAL LE CRÉDIT URBAIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 29 Novembre, à 1 heure 3/4

PAR

M. YVES GUERIN

ATTACHÉ A LA BANQUE DE FRANCE

Président : M. TRUCHY.

Suffragants : } MM. RIPERT, *professeur.*
 } GERMAIN MARTIN, *agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1921

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT.

LE CRÉDIT COOPÉRATIF COMMERCIAL LE CRÉDIT URBAIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 29 Novembre, à 1 heure 3/4

PAR

M. YVES GUERIN

ATTACHÉ A LA BANQUE DE FRANCE

Président : M. TRUCHY.

Suffragants : } MM. RIPERT, professeur.
 } GERMAIN MARTIN, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1921





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE CRÉDIT COOPÉRATIF COMMERCIAL

LE CRÉDIT URBAIN

INTRODUCTION

Les grandes découvertes faites depuis un siècle, qui ont réduit la main-d'œuvre, multiplié la production, supprimé les distances et ouvert aux produits régionaux le marché mondial, ont contribué à opérer dans l'industrie et le commerce, dans le monde du travail une modification radicale, qui a elle même engendré une modification parallèle dans l'organisation de la Banque et du Crédit.

Pour répondre aux besoins qui faisaient naître une concentration des forces industrielles en usines puissantes, et le développement rapide d'entreprises commerciales fortement centralisées mais opérant dans un rayon très étendu, les forces financières durent se grouper à leur tour, une fusion des capitaux s'opéra facilitée par l'émission des valeurs mobilières.

Les Banques locales ne constituaient pas un organe bien approprié à la satisfaction des énormes demandes financières des grandes sociétés en formation. Ces Banques avaient eu jusque là le privilège du crédit, se fondant dans les centres les plus importants du pays, retenant sur place l'épargne pour soutenir les entreprises régionales, et répondant au besoin des temps ; mais pour faciliter la concentration des capitaux nécessaires aux grandes entreprises industrielles et commerciales, une organisation nouvelle dans l'ordre bancaires s'imposait, qui fut réalisée par la création des Etablissements de crédit à succursales multiples (1).

Sans nier les avantages que cette organisation de la haute banque a procurés à notre pays et sans contester la part qui lui revient dans les résultats économiques obtenus, il faut reconnaître qu'elle n'en a pas moins lésé certains intérêts. Les Etablissements de crédit ne pouvaient pas limiter leur activité au placement des valeurs ; pour attirer la clientèle, qui plus tard devait contribuer au succès des émissions, ils ont fait également toutes les opérations qui constituaient le commerce du banquier, et cela à des conditions qui ne permettaient guère à ce dernier de soutenir la concurrence. Le résultat a été l'exode vers les sociétés de crédit de nombreux clients qui y trou-

(1) Comptoir National d'Escompte de Paris, fondé le 8 mai 1848.
Crédit Mobilier (1852), Société Générale de Crédit industriel et commercial, 7 mai 1859.
Crédit Lyonnais, 6 juillet 1863, Société Générale, 4 mai 1864.
« Les grands Etablissements de crédit français, avant, pendant et après la guerre », par André Théry, Section 1, Paris, Sagor, 1921.

vaient des facilités plus grandes et des taux moins élevés ; seules, les Banques locales dont la situation était la mieux assise, ont pu se maintenir ; les autres ont soit été absorbées par de Grands Etablissements, soit en sont devenu les correspondants subissant ainsi les directives de l'organisme central.

Or cette modification a été surtout préjudiciable à toute la catégorie des petits industriels et commerçants qui ne trouvent pas auprès des sociétés de crédit le même appui que pouvait leur fournir le banquier local. Celui-ci par sa connaissance plus complète de la région où il passait en général sa vie entière, était à même d'apprécier les qualités personnelles et les besoins d'un grand nombre de petits clients que les Etablissements de crédit ne recherchent pas, parce qu'ils ne peuvent, en règle générale, fournir de sûretés réelles et que la surveillance qu'ils imposent est hors de proportion avec les bénéfices qu'ils permettent de réaliser. Le crédit personnel, le seul que ces demandeurs puissent solliciter, ne leur étant pas accordé par les grands établissements financiers, force leur est le plus souvent de s'adresser, lorsqu'ils se trouvent à la merci de quelques billets de banque, à l'usurier qui leur impose les conditions les plus onéreuses.

Ces petits industriels et commerçants ne disparaîtront pas de notre organisme économique dont ils sont un des rouages essentiels, si certaines catégories ont été éliminées, d'autres ont surgi faisant compensation. Leurs besoins de crédits se présentent sous un double aspect : capital d'installation pour l'achat d'un fonds de commerce, d'un atelier, et capital de

circulation pour l'acquisition des marchandises ; il est vrai qu'ils obtiendraient assez aisément ce dernier crédit de leurs fournisseurs, mais ce procédé trop facile les pousse aux achats et est une source de difficultés lorsque les échéances de paiement arrivent, que la marchandise est en magasin et la caisse vide : l'indépendance à l'égard des fournisseurs est nécessaire pour la bonne marche des affaires.

Cette situation nettement défavorable des travailleurs actifs et probes, réellement dignes de crédit appelait une solution ; à côté d'une organisation très perfectionnée de la haute banque, il y avait nécessité de développer la Banque du premier degré. A qui s'adresser pour cela ? Ce rôle ne devant pas être assuré par les grandes sociétés financières, dirigées plutôt vers la recherche de bénéfices que vers la réalisation d'une œuvre de progrès social, ne pouvant être rempli que d'une façon incomplète et précaire par les banques privées, il sembla que les intéressés pouvaient en se groupant trouver, dans l'association et la coopération, la force morale suffisante pour fonder et faire fonctionner des institutions de crédit à leur propre usage.

Les tentatives faites dans ce sens en France depuis le milieu du XIX^e siècle eurent des fortunes diverses, mais peu nombreuses furent celles qui aboutirent à un résultat pleinement heureux, cependant qu'à l'étranger, et notamment en Allemagne et en Italie les institutions coopératives de crédit fonctionnaient avec un grand succès.

Devant les difficultés que rencontrait l'initiative privée livrée à elle même, et pour répondre au besoin

de crédit du petit et moyen commerce, de la petite et moyenne industrie, les chambres ont voté la loi du 13 mars 1917 qui accorde la participation financière de l'état aux sociétés coopératives de crédit qui voudront se fonder sous la forme de sociétés de caution mutuelle et de Banques populaires.

Le plan de cette étude sera le suivant :

- CHAPITRE I — Historique du Crédit Populaire.
- II — Difficultés d'acclimatation en France des institutions coopératives de crédit jusqu'au vote de la loi du 13 mars 1917.
 - III — Principes directeurs en matière de crédit populaire.
 - IV — § 1 Rétrocession des bénéfices aux membres actifs.
 § 2 La variabilité du capital dans les sociétés coopératives de crédit.
 § 3 Rôle, limitation et sort de la Réserve.
 § 4 L'Intervention financière de l'Etat.
 - V — Législation actuelle. Travaux préparatives.
 Loi du 13 Mars 1917.
 Loi du 24 Octobre 1919.
 - VI — Situation du crédit Coopératif urbain (au 1 Juillet 1921).

CHAPITRE I

Historique du Crédit Populaire en France

La méfiance qu'a fait naître dans l'opinion publique une série d'expériences malheureuses tentées au cours du siècle dernier, alors que le mouvement coopératif cherche sa voie, et qu'en matière de crédit populaire les promoteurs essaient l'application de systèmes entièrement divergents, explique pour une grande part les difficultés rencontrées par la suite pour l'acclimation dans notre pays des institutions coopératives de crédit.

La première tentative date de 1831 et est dûe à Buchez (1796-1865) ; après avoir affirmé sa foi dans les bienfaits souverains de l'association en général, Buchez chercha à grouper des ouvriers ne disposant d'aucun capital, dans le but de produire peu à peu, à force de travail et de privations un patrimoine commun indivisible et inaliénable, devant servir à tous les besoins des gens du métier et de leur famille. La difficulté de pratiquer cette épargne par retranchement sur la consommation, quand on s'adresse à une collectivité notamment, n'avait pas échappée à Buchez ; aussi sa doctrine est-elle fortement imprégnée des principes évangéliques, et son règlement impose des prescrip-

tions sévères telles que l'on en voit dans les congrégations religieuses. Ce premier essai avait trop présumé de la vertu des affiliés et son application fut reconnue impraticable.

Un effort officiel fut tenté par l'Assemblée nationale, dans un décret du 5 Juillet 1848, qui ouvrait au Ministère de l'Agriculture et du Commerce un crédit de trois millions destiné à être réparti aux sociétés coopératives de toute sorte, formées entre ouvriers ou entre ouvriers et patrons. Il n'y avait évidemment là rien de comparable à ce qui est de nos jours la participation de l'Etat pour la formation d'Etablissements de crédit populaire ; la subvention est actuellement accordée proportionnellement du capital de la Banque et le remboursement doit en être effectué selon certaines modalités qui marquent bien son caractère d'avance temporaire. Les millions distribués sous la République de 1848 le furent dans de mauvaises conditions et vite gaspillés par les associations -- en majorité ouvrières -- qui avaient demandé à en bénéficier.

De cette même époque date également la « Banque du Peuple » de Proudhon dont l'acte de société et les statuts furent signés le 31 Janvier 1849. Cette banque fondée dans le but d'organiser démocratiquement le crédit, se proposait notamment d'encourager par des avances de fonds les entreprises, les associations ouvrières qui mériteraient d'être soutenues. Elle fut constituée au capital de 15 millions représenté par des actions de 5 frs, elle était indépendante de l'Etat sauf sa participation comme sociétaire, mais presque aussitôt la condamnation du Proudhon à 3 ans de prison

pour outrages envers le Prince Président, provoqua la dissolution des cadres de la Banque et la liquidation en quelques semaines.

Les circonstances ne permirent pas à Proudhon de reprendre plus tard ce projet, mais on reste sceptique sur la viabilité d'une institution où les avances et l'escompte devaient se faire sans intérêt par application des principes suivants « que toute matière première est fournie gratuitement à l'homme par la nature, qu'ainsi dans l'ordre économique tout produit vient du travail et que réciproquement tout capital est improductif, que toute opération de crédit se résolvant en un échange, la prestation des capitaux et l'escompte des valeurs ne peuvent et ne doivent donner lieu à aucun intérêt » (1). Il est vrai qu'en principe, la Banque du Peuple devait opérer sans capital et que de ce fait elle n'avait aucun dividende à fournir à ses actionnaires, si elle a été tout d'abord fondée au capital de 15 millions, ce n'était que provisoirement et en attendant qu'elle ait reçu l'adhésion de tous les consommateurs et producteurs ; elle n'aurait donc eu à couvrir que ses frais d'administration au moyen d'une commission.

Les risques que l'insolvabilité des sociétaires pouvait faire courir à la Banque n'ont pas échappé à Proudhon qui est amené à déclarer qu'une enquête sérieuse devra être faite sur ceux qui viendront demander une avance pour fonder une entreprise ou la développer ; mais n'est-ce pas là fermer la banque du peuple lui même qui ne pourra fournir les garanties

(1) PROUDHON, par Hubert Bourguin, p. 31. Paris, Publication de la Société Nouvelle de librairie et d'édition.

jugées suffisantes ? Bastiat le fait observer à Proudhon dans une polémique par correspondance qu'il soutient avec lui à ce sujet (1). Karl Marx soulignera lui aussi plus tard, dans une critique ironique; ce vice dans le système de l'apôtre du mutuellisme : « Proudhon s'était livré, écrit-il, à une fantaisie tout ce qu'il il y a de plus épicier, et son système est bien ce qu'on peut appeler petit bourgeois ».

Quelques années plus tard un second essai de banque populaire est tenté par Beluze, gendre du communiste Cabet, directeur du « Crédit au travail » fondé le 27 Septembre 1863. D'après ses statuts, les opérations de cette société consistaient « à créditer les associations généralement quelconques soit en leur fournissant des fonds à titre de participation soit en recevant à l'escompte les valeurs commerciales créées ou endossées par elles, soit en leur ouvrant un crédit sur garanties convenables ».

La caractéristique de cette banque populaire, c'est qu'elle avait pour clients, non des particuliers, mais des associations déjà constituées, ce qui semblait une garantie. Or cette garantie n'existe réellement que si l'on conserve sur les sociétés affiliées un contrôle direct, dans le cas contraire, comme elles constituent une clientèle dont les engagements sont importants, leur déconfiture peut entraîner la chute de la banque-mère.

Après une période prospère — de 1863 à 1866 le capital avait été porté de 20.120 frs à 206.220 frs et le

(1) PROUDHON. Œuvres complètes. Vol. XIX. Œuvres de Bastiat. 5^e volume.

nombre des sociétaires était passé de 172 à 1.233 — le « Crédit au Travail » se laissa aller à consentir des avances disproportionnées avec son capital; c'est ainsi que deux associations reçurent à elles seules 300.000 francs d'avances, alors que le capital souscrit n'était à cette époque (1869) que de 278.000 francs (1). Les sommes ainsi prêtées qui auraient dû être affectées à la production, avaient peu à peu été détournées de leur but; certains sociétaires qui en avaient bénéficié sous prétexte d'aide au travail, les gaspillèrent en dépenses de consommation, ce qui supprimait toute contrepartie pour en effectuer le remboursement. Le Crédit au travail dû avouer son embarras et la fausse manœuvre qu'il avait faite en consentant ces avances. Certains commanditaires tentèrent de créer une nouvelle banque, en réglementant sévèrement les prêts directs, mais la confiance était perdue, les souscripteurs ne se présentèrent pas. Les créanciers reçurent à la liquidation 18 % et les commanditaires perdirent complètement leur apport. La chute du « Crédit au travail », qui était devenu le foyer du mouvement coopératif en France, fut un véritable désastre; la plupart des entreprises d'une portée générale, basées sur le principe de la coopération, réalisées ou projetées à cette époque, avaient été décidées dans les Conseils de cette société ou y avaient reçu la première élaboration.

C'est de cette même période que date également la « Caisse d'Escompte des Associations populaires » fondée en 1865 par M.M. Léon Say et Walras avec le

(1) *Journal des Economistes*, Janvier, 1869.

concours de M.M. Benoit d'Azy, d'Haussonville, du Duc Decazes, au capital de 100.000 francs bientôt porté à 200.000. Cette caisse commit les mêmes errements que le Crédit au Travail, en avançant à des sociétés coopératives de production composées d'ouvriers des sommes disproportionnées avec le capital souscrit. Elle eut de plus le tort de dissimuler ses fautes par des écritures trompeuses que le rapport de M. A. Rousseau, expert comptable près le Tribunal de la Seine, lors de la mise en liquidation (1868) fait ressortir sans ménagements (2). « En résumé, conclut-il, tous les moyens ont été employés pour faire croire à la Banque de France à une entreprise sérieuse, reposant sur des garanties de premier ordre, et il ressort de mon travail que le tout a été purement chimérique » — La Banque de France qui avait réescompté le papier de la Caisse d'Escompte, perdit en effet beaucoup dans cette affaire, et les administrateurs ne durent qu'à l'intervention de M. M. de Rotschild de n'être pas forcés de la désintéresser.

Une autre expérience, fondée sur les mêmes principes est due à l'initiative gouvernementale sous l'Empire libéral : on lit dans le « Moniteur Officiel » du 16 Janvier 1866 : « L'Empereur, préoccupé de développer le Crédit populaire et l'esprit d'Association dans les classes laborieuses a invité quelques personnes de bonne volonté à fonder une « Caisse des Association Coopératives ». — Il s'agissait là encore d'avances aux ouvriers, le capital de la caisse fut fixée à une million

(2) *Union Economique* du 10 avril 1889.

et l'Empereur souscrivit pour 500.000 francs. Mais instruits par de précédents échecs, les Directeurs ne voulurent pas s'engager dans la voie du prêt sans garantie, et comme celle-ci, le plus souvent, ne pouvait pas être donnée, le rôle de la « Caisse des Associations Coopératives » fut pratiquement nul.

Les promoteurs du crédit populaire en France ont jusque-là fait fausse route : sous l'influence des idées nouvelles, et pour hâter l'émancipation des classes laborieuses ils ont pensé distribuer le crédit aux ouvriers au moyen des banques populaires ; ce faisant, ils ont aiguillé ces institutions dans une voie qui n'était pas la bonne, celle des prêts à la consommation, et par les catastrophes auxquelles ils ont abouti, ils ont suscité à leur égard une appréhension qui leur a été d'autant plus funeste, qu'en matière de crédit la confiance joue un rôle primordial. — Il est bon de noter qu'en Allemagne les banques populaires n'ont jamais consenti des prêts directs aux ouvriers, aussi un Congrès ouvrier fut-il réuni à Stuttgart, en 1865, pour tenter de créer une banque à l'usage des coopératives ouvrières ; ce projet n'aboutit d'ailleurs pas.

La tourmente de 1870 emporta le souvenir des banques populaires du second Empire. Il faut attendre quelques années pour en voir éclore de nouvelles : en 1875 la Banque populaire de Cannes, en 1878 la Banque populaire d'Angers. Une impulsion nouvelle est imprimée à cette dernière par son directeur, le Père Ludovic de Besse, capucin, qui s'est rendu en Italie, y a étudié les écrits de Luzzatti, et le fonctionnement des banques prospères de Lombardie ; à son retour il

expose, dans de nombreuses conférences les enseignements à tirer de ses observations ; il préconise l'escompte du papier commercial qui correspond à des transactions réelles et permet à la banque de renouveler ses opérations en négociant les effets en portefeuille, il montre par contre le danger des prêts directs qui immobilisent le capital et les dépôts et peuvent devenir des avances à la consommation.

L'ère des expériences malheureuses n'était cependant pas close. Un financier très entreprenant, M. Donon avait créé en 1881, à Paris, une société de grande envergure « la Caisse Centrale de l'épargne et du travail » avec l'intention d'y affilier dans chaque arrondissement de la capitale une banque populaire. Primitivement fixé à 50 millions, le capital devait être doublé sous peu ; M. Donon renouvelait là un essai tenté par Alvizi à Florence, où dans le but de susciter la création d'établissement de crédit populaire, il avait institué une grande Banque Centrale, qui sombra dans une faillite retentissante, alors que des banques populaires ayant débuté dans des conditions très modestes, (telle celle de Milan fondée en 1866 par Luzzatti au capital de 27.000 francs) avaient connu un développement constant et une grande prospérité.

A l'appel de M. Donon on ne répondit que très peu, bien que le Conseil d'Administration eut été composé de personnages politiques dont le choix montrait qu'on avait voulu attirer la confiance des ouvriers de Paris : Paul Bert, Bixio, de Heredia, Lepère, Nadaud, etc... Il fallut réduire le capital au quart, au lieu de le doubler comme il était prévu. Difficilement, il se forma quatre

banques d'arrondissement, dont la direction fut confiée à des hommes choisis plutôt pour des mobiles politiques qu'en raison de la compétence qu'ils pouvaient offrir ; les résultats furent désastreux et la caisse Centrale dût abandonner la tâche qu'elle avait assumée.

Sur le modèle des banques populaires de Cannes et d'Angers et suivant l'orientation nouvelle donnée par le Père Ludovic de Besse, il se fonda une vingtaine d'institutions similaires dont l'existence fut reconnue lors de la réunion du premier Congrès des Banques populaires de France tenu à Marseille en 1889. C'est à l'occasion d'un banquet donné le 25 Novembre 1888 dans cette ville, pour fêter le 3^e Anniversaire d'une Association de Crédit Mutuel, « la Banque Provençale », que fut émise l'idée de grouper dans un Congrès annuel les délégués des diverses banques populaires de France, afin d'étudier en commun les moyens de développer les institutions coopératives de crédit. Un comité d'initiative fut formé qui constata l'existence de 20 banques populaires : 19 en France et une à Alger, des convocations leur furent adressées pour le premier congrès qui devait se tenir à Marseille en Mars 1889. Onze banques répondirent avec empressement et déclarèrent vouloir se faire représenter (1), parmi les autres, quatre étaient occupées ou allaient

(1) Crédit populaire d'Alger; Banque populaire d'Angers; Banque populaire française, Bordeaux; Crédit mutuel et populaire, Bourges; Union Mutuelle d'Epargne et de crédit, Limoges; Banque provençale, Marseille; Banque populaire de Menton; Crédit Mutuel et Populaire de la rue des Lombards, Paris; Banque populaire de St-Chamond; Crédit Mutuel de l'arr. de Poligny à Salins; Banque populaire française Toulouse.

procéder à une liquidation forcée (2), une s'était transformée en banque ordinaire et avait abandonné la voie coopérative (3) quatre autres enfin soit refusaient d'envoyer des délégués soit se tenaient sur la réserve (4).

Depuis lors, sous le patronage du « Centre fédératif du crédit populaire en France, il a été tenu 17 autres congrès (1), au cours desquels furent agitées toutes les questions se rattachant à l'organisation du crédit urbain, agricole et maritime ; des représentants des nations voisines vinrent y expliquer le fonctionnement des institutions similaires à l'étranger ; les divers projets déposés à la chambre et au sénat depuis 30 ans et se rapportant au crédit populaire et à la coopération en général, y ont été discutés et les vœux émis

(2) Banque populaire d'Arras ; Banque populaire de Caen ; Banque populaire du Mans ; Banque populaire de Roanne.

(3) Banque populaire de Cannes.

(4) Crédit industriel et populaire d'Angoulême ; Banque populaire de cette Société Lyonnaise de crédit au travail, Lyon ; Banque populaire de Nevers.

(1) Congrès du crédit populaire tenu à :

- II^e Menson, du 14 au 17 avril 1890.
- III^e Bourges, du 6 au 9 avril 1891.
- IV^e Lyon, du 4 au 7 mai 1892.
- V^e Toulouse, du 5 au 8 avril 1893.
- VI^e Bordeaux, du 30 avril au 4 mai 1894.
- VII^e Nîmes, du 12 au 16 mai 1895.
- VIII^e Caen, du 12 au 16 mai 1896.
- IX^e Lille, du 4 au 7 avril 1897.
- X^e Angoulême, du 3 au 9 novembre 1898.
- XI^e Paris, du 8 au 11 juillet 1900.
 (Congrès International)
- XII^e Reims, du 22 au 25 octobre 1902.
- XIII^e Nancy, du 7 au 10 novembre 1904.
- XIV^e Oran, du 12 au 14 avril 1906.
- XV^e Pau, du 9 au 11 mai 1909.
- XVI^e Limoges, du 12 au 15 octobre 1911.
- XVII^e Airgnon, du 16 au 19 octobre 1913.
- XVIII^e Metz, du 2 au 4 juillet 1920.

par ces congrès ont été maintes fois pris en considération par les commissions parlementaires.

* * *

Si a côté des résultats que révèlent les recherches faites lors de la réunion du Congrès de Marseille, on regarde la situation des pays voisins, on est surpris du développement des banques populaires à cette époque, notamment en Allemagne et en Italie. Ces deux nations seront prises souvent comme terme de comparaison au cours de cette étude, car c'est chez elles que les institutions coopératives ont pris leur plein épanouissement, soutenues, et c'est là une des grandes raisons de leur prospérité, par les caisses d'épargne à libre emploi.

En Allemagne, le mouvement prend naissance en 1850, date à laquelle Schulze fonde à Delitzsch sa première banque, qui devait servir de type à toutes celles auxquelles son nom est resté attaché (banques Schulze-Delitzsch). Les renseignements suivants qui sont fournis par le Congrès d'Erfurt tenu en 1888 et contemporain par conséquent de celui de Marseille, permettent de saisir combien a été rapide le développement de ces institutions : Sur 2200 banques populaires qu'accuse une statistique en date du 1 Janvier 1888, 886 envoyèrent le compte rendu de leurs opérations au Congrès d'Erfurt, les chiffres qui sont donnés ne concernent donc qu'un peu plus du tiers des établissements existants : le nombre de leurs membres s'élevait à 456.276, le chiffre des dépôts atteignait 534 millions (supérieur à celui de la Banque d'Alle-

magne qui n'était alors que de 525 millions) le mouvement d'affaires de la seule année 1887 avait atteint 625 millions comme avances et 985 millions comme escompte.

En Italie, suivant les renseignements fournis au Congrès de Marseille (1) par Luzzatti lui même, alors président de la Fédération des Banques populaires italiennes, il existait 700 banques populaires réunissant un demi-million de clients, représentant un capital de 100 millions et groupant un demi-milliard de dépôts. — Cette extension rapide prise dans ce pays par les institutions de crédit coopératif tient aux conditions particulièrement favorables dont il faut demander l'explication à l'histoire. L'Italie, terre du latifundisme et de la concentration foncière, aggravés par le communisme et l'absentéisme, devait être un terrain propice au développement de l'association et de la coopération pour échapper à l'usure qui y était effroyable et à l'hypothèque qui faisait dire au député Bosarelli au lendemain de la constitution de l'unité nationale : « L'Italie n'est plus une expression géographique, mais nous n'y gagnons pas grand chose, c'est maintenant une expression hypothécaire » (2). Grâce à l'apostolat de Luigi Luzzatti, dont le zèle depuis soixante ans ne s'est jamais démenté (3), dès 1865

(1) Actes du Congrès, page 34.

(2) *La Prévoyance sociale en Italie*, par Leopold Mabilleau. Introduction.

(3) Luigi Luzzatti dès 1865 publiait un ouvrage intitulé « La diffusion du crédit en Italie » dans lequel il étudiait l'œuvre de Schulze. Depuis lors il s'est consacré à développer les principes de la coopération en matière de crédit et tout récemment sous le titre « Les tendances dan-

éclosent en Lombardie les premiers établissements de crédit populaire et de cette province qui a été le véritable foyer de la coopération italienne, le mouvement s'est étendu à travers toute la Péninsule.

En Autriche à l'époque où se tenait le Congrès de Marseille nous trouvons un millier de banques populaires, en Hongrie, 600 environ ; en Belgique par contre, où la fondation de la première banque à Liège remonte à 1864, l'on n'en retrouve que 17 au Congrès du Châtelet en 1888.

..

Pour continuer l'histoire des tentatives faites en France pour l'application en matière de crédit de la coopération, il faut signaler, pour son originalité, la proposition de loi présentée à la chambre des Députés par Monsieur Méline et huit de ses collègues le 10 mai 1890, tendant à « l'organisation du crédit agricole et populaire ». Ce projet qui ne sera étudié que pour la part consacrée au crédit populaire, avait pour caractéristique le rôle nouveau qu'il entendait attribuer aux syndicats professionnels. Séduits par les résultats brillants de la loi de 1884, par la puissance de propagation et l'esprit d'initiative des associations syndicales, les auteurs de ce projet avaient pensé à utiliser ces institutions naissantes, en leur confiant un rôle important dans la création de sociétés de crédit populaire, ouvrant ainsi un nouveau champ à leur activité.

géreuses dans les banques populaires », il publiait un article paru dans la revue Italienne « *Crédito e cooperazione* » (n° 5-6 de 1920) qui a été traduit dans le n° de mai 1921 au « *Bulletin mensuel du crédit populaire* », édité par le centre fédératif, 95, rue Kleber, Paris.

L'exposé des motifs dit en effet : « Ce n'est pas seulement l'industrie agricole qui nous paraît destinée à recueillir les avantages de notre système de crédit ; en l'étudiant au point de vue agricole, nous sommes arrivés aisément à découvrir qu'il s'appliquait le plus naturellement du monde aux autres industries. Que manque-t-il bien souvent à un ouvrier intelligent, instruit, en possession d'une petite épargne, pour s'élever à la profession de patron ? — Il lui manque un peu de crédit pour acheter les matières premières...

« Le cautionnement des syndicats professionnels les leur fournira au meilleur marché possible ; ce qui vaudra mieux encore pour eux que la caution pécuniaire, ce sera la caution morale de l'élite des membres composant une profession, et venant affirmer que celui auquel ils accordent leur appui est considéré par eux comme un homme honnête et capable réunissant toutes les qualités qui font réussir les entreprises ».

Ce projet de crédit populaire organisé sous la forme particulière de la mutualité par les syndicats professionnels, entendait supprimer ou tout au moins réduire autant que possible, au profit des sociétés projetées, les formalités de constitution auxquelles elles étaient normalement soumises en vertu de la loi de 1867.

La nouveauté de cette conception, qui tendait à transformer les syndicats auxquels le commerce était interdit en sociétés de banque et qui en même temps les émancipait des formalités légales, surprit et souleva bien des objections, dont les plus vives émanèrent de ceux qui précisément ne voulaient pas voir les

syndicats sortir des attributions fixées par la loi de 1884 et limitées à la défense des intérêts professionnels. Aussi la commission parlementaire, au lieu d'admettre seulement la combinaison consistant à faire du syndicat lui-même une société de crédit, proposait-elle de constituer cet organisme à côté du syndicat, par une association parallèle de ses membres, évitant ainsi qu'il ne devint commerçant et n'assumât une responsabilité légale.

Sans s'appesantir sur tous les points de détail prévus par la commission au cours de ses travaux, il faut dès l'abord reconnaître que les syndicats professionnels ne sont pas, de par leur composition, aptes à remplir le rôle qu'on prétendait leur assigner. Les associations syndicales groupent en effet le plus grand nombre de membres, disposés moyennant une cotisation minime à profiter des avantages de toute union entre personnes de même profession ; le recrutement de leurs adhérents est opéré sans rechercher essentiellement, comme cela doit l'être dans une association coopérative de crédit, les qualités morales qui constituent la garantie du remboursement des avances consenties par la Banque, la sécurité autant que le bon renom de l'institution. En outre, le rayon d'action du syndicat qui embrasse parfois tout un arrondissement, même un département, s'oppose à cette sélection.

Mais là n'est pas le plus grand obstacle ; celui-ci réside dans la loi de 1884 elle-même, qui n'admet dans un syndicat que des personnes « de professions similaires ou connexes ». C'est ici que l'on peut critiquer les auteurs du projet Meline d'avoir voulu, par ana-

logie, appliquer aux associations syndicales de toutes professions le rôle d'institutions de crédit, que les syndicats agricoles leur semblaient aptes à remplir au profit de leurs membres (1). Comment admettre une banque populaire ne fonctionnant que pour les ouvriers et patrons d'une même profession ? son champ d'action et le nombre de ses clients serait beaucoup trop limités pour lui permettre soit de se former, soit de remplir un rôle efficace, alors qu'en matière de crédit agricole, des adhérents nombreux pourront se grouper qui tous se prévaudront de la grande industrie qu'est l'agriculture. Enfin il faut noter que tout établissement de banque a le plus grand intérêt à voir sa clientèle représenter les professions les plus diverses, afin d'éviter les conséquences brutales d'une crise venant à frapper une branche de l'activité industrielle ou commerciale.

Les Economistes contemporains n'ont pas ménagé leurs critiques au projet Méline : M. Paul Leroy-Beaulieu s'exprime ainsi dans le Journal des Débats : « Qu'est-ce qu'un syndicat dans notre législation actuelle ? C'est une agrégation de personnes qui ne mettent en commun aucun capital déterminé comme les sociétés anonymes, et qui ne sont pas non plus solidaires des engagements communs, ainsi que cela se passe en Allemagne pour les associations de Schulze

(1) Au demeurant, il est assez piquant de constater que les syndicats agricoles — auxquels on n'avait d'abord pas songé dans la préparation de la loi de 1884, et qui ne durent qu'à un heureux amendement, leur admission au bénéfice de cette loi — auraient pu, en raison des succès remportés dans la voie pour laquelle ils avaient été reconnus, faire orientier sur un terrain nouveau — celui du crédit — les syndicats des autres professions.

Delitzsch. La solvabilité commerciale d'un syndicat est donc toujours hypothétique puisqu'il n'a aucun capital social et que ses membres peuvent se dérober quand il leur plaît. Que le plus grand établissement de crédit du pays, celui dont le papier doit avoir une solidité à toute épreuve, soit tenu d'escompter les effets des syndicats sur tous les points du territoire, c'est profondément déraisonnable ».

Ce n'est d'ailleurs qu'en matière de crédit agricole que le projet Méline a abouti, il est devenu la loi du 5 Novembre 1894, instituant les sociétés de crédit agricole, distinctes des syndicats, quoique parallèles. Dans les années suivantes c'est encore le crédit agricole qui bénéficie des lois de 1899 créant des Caisses Régionales, de 1908 en faveur des mutualités d'assurances agricoles.

En ce qui concerne le crédit urbain on peut signaler un projet déposé à la chambre le 16 Janvier 1908 par M. Codet, qui préconisait la distribution du crédit au moyen de sociétés locales alimentées par des Caisses Régionales, qui elles mêmes recevraient des avances de l'Etat, par l'intermédiaire d'une banque centrale dotée d'une subvention de 5 millions ; mais ce projet n'eut pas de suite et ce n'est qu'en 1911, sur l'initiative gouvernementale, que la question revint à l'ordre du jour. De l'enquête et des travaux de la commission instituée par le décret du 1 Juin 1911 est en effet sorti le texte de la loi du 13 Mars 1917 qui réglemente les institutions de crédit urbain : sociétés de caution mutuelle et Banques populaires, dont l'étude fera l'objet d'un chapitre ultérieur.

CHAPITRE DEUXIEME

Difficultés d'acclimatation en France des Institutions Coopératives de Crédit jusqu'au vote de la Loi du 13 Mars 1917.

Devant les modestes résultats obtenus en France jusqu'à ces dernières années en matière de crédit coopératif urbain, (le nombre des banques populaires étant resté stationnaire depuis 30 ans et ne dépassant pas une vingtaine lors de la promulgation de la loi du 13 Mars 1917) il convient de rechercher quelles difficultés, soit inhérentes à l'institution elle-même, soit spéciales à notre pays, en ont empêché l'acclimatation.

Au premier plan il faut placer l'exagération des frais généraux : dans les premières années tout au moins, certains éléments : Direction, Personnel, Loyer, y sont disproportionnés avec le chiffre des bénéfices, et malheureusement ils constituent une catégorie de dépenses très peu compressibles. Le Directeur d'une Banque populaire doit posséder les connaissances techniques en matière financière, qui assureront au premier chef le succès de l'entreprise ; son rôle est très délicat et on ne peut envisager la place comme purement honorifique, la bonne volonté et le dévouement à une œuvre sociale ne suffisent pas pour la

tenir, il faut avant tout la compétence, et la gratuité des fonctions, en ce qu'elle pourrait paralyser l'appel des gens d'expérience à la tête de ces établissements ne peut être posée en principe.

La difficulté n'est pas moins grande en ce qui concerne les frais de personnel. L'exemple a parfois été donné par des Directeurs de Banque Populaire qui ayant soit des revenus propres, soit une retraite, se sont contentés, comme rémunération de leurs services, d'une rétribution modeste ; mais en ce qui concerne les employés, plus jeunes, qui désirent trouver dans leurs salaires de quoi se suffire, la compression est plus difficile. On peut préconiser comme solution un traitement minimum de début, avec promesse de l'abandonner quand le développement des affaires le permettra, et avec participation aux bénéfices.

Reste la question du loyer. Le choix d'un local pour l'installation des bureaux n'est pas négligeable si l'on veut assurer le succès de l'entreprise. Il y aurait risque à adopter même pour la période de début, une salle qui ne conviendrait pas à toutes les opérations auxquelles la Banque doit se prêter ; quelques unes exigent une grande discrétion : tant que la clientèle n'effectue que des opérations de caisse, prélèvements ou versements de fonds, peu lui importe de s'adresser au guichet commun, quand au contraire il s'agit de consentir une avance à un sociétaire nouveau, la nécessité de lui demander certains renseignements sur sa situation, sur les garanties qu'il peut offrir, exige une installation adéquate.

Les frais de constitution de société, élevés par suite

de l'intervention obligatoire d'un notaire, étaient un grand obstacle à l'éclosion de banques coopératives, qui créées sous le régime de la loi de 1867, se trouvaient par la suite soumises à l'impôt des patentes, et à celui des valeurs mobilières, institué par la loi du 30 Juin 1872, fixé d'abord à 3 % et majoré peu après.

Mais il faut reconnaître qu'à l'étranger les mêmes difficultés, provenant de l'élévation des frais généraux, existaient également ; d'autre part les établissements coopératifs de crédit qui y ont prospéré n'ont pas dès leur origine bénéficié d'exemptions fiscales : en Allemagne, les banques du type Schulze Deleitzsch ont vécu sous le régime de droit commun jusqu'en 1867 (1), et les banques italiennes jusqu'en 1882. Il faut donc chercher ailleurs les raisons spéciales à notre pays qui ont empêché ces institutions de s'y développer.

Une explication de leur insuccès en France se trouve dans le défaut d'initiative privée par suite de l'ignorance chez les intéressés eux mêmes des avantages qu'ils pouvaient en retirer, et par suite d'une tendance généralisée qui consiste à attendre de l'Etat seul les réformes et les modifications à l'état de choses existant. De leur côté les grands industriels et commerçants se sont désintéressés du sort des banques populaires, qu'ils auraient pu aider, ne serait-ce qu'en souscrivant quelques actions, et cela bien que ces grosses maisons aient été le plus souvent fournisseurs d'une bonne partie de la clientèle des dites banques. Leur

(1) Les Banques Belges jusqu'à la loi du 2 Juillet 1878.

contribution à une œuvre de progrès social aurait été en même temps, semble-t-il, un geste bien compris dans leur propre intérêt, puisque les établissements de crédit qu'ils auraient soutenus, se proposaient précisément de faciliter les affaires de leurs clients communs.

Mais il faut souligner surtout l'isolement dans lequel devaient se développer chez nous les établissements de crédit populaire urbain, privés de l'appui des Caisses d'Epargne soumises à la centralisation obligatoire de leurs dépôts, privés en grande partie des facilités du réescompte.

Le décret du 15 Août 1852 astreint les Caisses d'épargne privées à verser leurs fonds à la caisse des Dépôts et Consignations. Dans la plupart des nations Européennes et notamment en Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Italie, Norvège, Suède, Suisse, cette adduction exclusive à l'Etat est inconnue. Dans ces divers pays les caisses d'épargne rendent aux Banques populaires sous forme de prêts ce que le peuple leur a versé sous forme de dépôts. En France par contre, les sommes recueillies par les caisses privées aussi bien que par la Caisse Nationale ne profitent qu'à un seul client : l'Etat, dont elles absorbent une partie de la dette consolidée ou flottante. Une réforme de ce système, réclamée maintes fois par les partisans du crédit coopératif, n'a jamais reçu l'appui du Gouvernement qui considère les Caisses d'Epargne, comme un vaste réservoir toujours prêt à faciliter ses opérations de Trésorerie et à donner, par des achats à jet continu, quelque élasticité au marche de ses rentes,

Cette réforme a rencontré comme adversaires les Directeurs des Caisses eux mêmes ; ceux-ci craignent d'abord la responsabilité qui leur incomberait du jour où il leur faudrait décider de l'emploi des sommes reçues, alors que le versement à la Caisse des Dépôts et Consignations les libère de tout souci, mais ils redoutent surtout l'exode de leurs clients vers la caisse Postale, lorsque les caisses privées auront la libre disposition d'une partie ou de la totalité de leurs dépôts. Ces craintes ne sont pas sans fondement tant les Français ont vécu sur cette idée que le seul emploi sûr, légitime et raisonnable de l'Epargne du peuple, c'en était la remise à l'Etat ; toutefois l'expérience est encore à faire chez nous et le grand succès des caisses d'épargne libres à l'étranger où elles ont été les sources nourricières des institutions de crédit populaire, est un argument très fort en faveur des partisans de la liberté d'emploi.

Un projet de loi organique des Caisses d'Epargne, en faveur de la décentralisation et du libre emploi, qui fut déposé devant les chambres en 1887 n'a pas abouti. M. Burdeau, qui avait, comme député en 1892, approuvé la réforme, et qui comme Ministre des Finances dût en 1894 la repousser au nom du Gouvernement, disait peu avant sa mort, à la tribune du Sénat le 11 Mai 1894 : « Tout cet argent que les déposants apportent aux caisses d'épargne, une fois sa sécurité largement et solidement assise, doit-il être exclusivement et à tout jamais réservé à un organe centralisateur ? Cet argent de l'épargne des communes, de l'épargne qui se forme, on peut le dire, dans les sillons

mêmes de la terre de France, est-il destiné à aller se placer pour toujours sous la direction de l'Etat, dans un établissement central dont il ne sortira pas ? » (1).

Depuis lors le principe de l'adduction à l'Etat, a cependant conservé toute sa rigueur en ce qui concerne les dépôts, et les seules dérogations apportées au régime centralisateur concernent la fortune personnelle des Caisses. Le premier pas dans cette voie a été fait par la loi du 20 Juillet 1895, qui dans son article 10, autorise les caisses d'épargne privées (non la caisse postale) soit à prêter des fonds aux sociétés coopératives de crédit pour la constitution de leur capital, soit à se porter caution de leurs opérations en escomptant leur papier. Les limites de cette aide sont assez restreintes en ce sens que les Caisses ne peuvent y affecter que le revenu de leur fortune personnelle ou réserves et un cinquième de leur capital. Pour ces emplois locaux les caisses doivent adresser chaque année au Ministre du Commerce, dans la première quinzaine de février, un état des opérations de cette nature faites dans l'année précédente, et le Ministre peut sur l'avis de la Commission supérieure des Caisses d'Epargne suspendre pour l'avenir ces placements s'il craint qu'il en résulte quelque danger.

Ces dispositions libérales du législateur ne furent guère suivies, deux ans et demi après le vote de la loi, au 31 Décembre 1897, sur **les 118 millions** qui constituaient la fortune personnelle des Caisses, pas un centime n'avait reçu cette affectation : par la suite ces emplois décentralisés furent si peu fréquents

(1) *Journal Officiel* du 12 mai 1894.

qu'au Congrès des caisses de Crédit Mutuel agricole, tenu à Montpellier en 1904, un vœu fut émis, demandant au Ministre du Commerce de lancer une circulaire en vue de rappeler les placements locaux autorisés par la loi de 1895.

La fraction de leur fortune personnelle dont les caisses privées ont aussi la libre disposition a été portée du cinquième à la moitié par la loi du 23 décembre 1912 — Art. 10.

Pour se rendre compte de l'importance des sommes de l'épargne drainées au seul profit de l'Etat, il est bon de rappeler qu'au cours de l'année 1920 les excédents des dépôts sur les retraits se sont élevés à :

611 millions pour les Caisses ordinaires
et à 292 millions pour la Caisse postale.
Au 31 Décembre 1920 l'avoir de ces caisses s'élevait à :
5.860 millions pour les Caisses ordinaires
2.379 millions pour la Caisse postale
Soit au total : 8.239 millions Frs (1).

Une autre difficulté qu'avaient toujours rencontrée les Banques populaires en France, c'était celle du réescompte de leur portefeuille-effets. Le réescompte constitue le débouché qui permet à toute banque de renouveler son capital d'escompte, c'est un moyen d'éviter l'immobilisation de ce capital jusqu'au jour d'échéance des valeurs négociées et de s'assurer à tout moment des disponibilités permettant d'effectuer de nouvelles transactions. Les Banques

(1) Economiste Européen du 23 septembre 1921 « L'épargne française en 1920 ».

populaires ne pouvaient que difficilement s'adresser dans ce but à la Banque de France, celle-ci n'accepte à l'escompte, en vertu de ses statuts que les effets de commerce à trois signatures, ce qui écarte les billets (modalité du prêt direct) souscrits directement à l'ordre de l'établissement de crédit populaire et qui ne comportent que deux noms, celui du souscripteur et celui du bénéficiaire ; la troisième signature peut il est vrai être remplacée par un dépôt de garantie de valeurs mobilières, mais, le plus souvent, les emprunteurs qui s'adressent à une banque populaire sont précisément dans l'impossibilité de fournir cette garantie. D'autre part, la Banque de France n'a longtemps accepté à l'escompte que les effets tirés sur une place bancable (ville où avait été créée une succursale ou qui s'y trouvait rattachée ce qui limitait encore le chiffre des présentations.

Dans ces conditions les banques populaires se trouvaient dans la nécessité de s'adresser soit à des intermédiaires qui imposaient des tarifs onéreux tout en ne donnant qu'un crédit restreint, soit à des faiseurs de recouvrement, qui ne pratiquant pas l'escompte, ne couvraient du montant des remises qu'après encaissement ; or la faiblesse des capitaux de ces établissements de crédit populaire ne leur permettait pas d'attendre l'échéance des effets en cours, et cet état de choses a été très préjudiciable à leur prospérité.

Comme remède à cette situation fut proposée dès le Congrès de Marseille par les délégués des quelques banques qui s'y étaient fait représenter, la création d'une caisse centrale dont le capital serait souscrit

par les banques affiliées. Le rôle de cette caisse centrale ne devait pas se borner d'ailleurs au réescompte et au recouvrement des effets, elle devait aussi, sur le modèle des institutions similaires d'Allemagne et d'Italie, recevoir les excédents de dépôts, faire des prêts, soutenir les entreprises naissantes, organiser un service de propagande etc...

On dût vite reconnaître que semblable caisse centrale ne constitue que le complément d'une organisation assez vaste et non le moyen de la développer à ses débuts, que pour fournir un élément à son activité, que pour lui permettre de rendre les services qu'on peut attendre d'elle, il faut déjà un grand nombre de banques locales répandues sur le territoire. Pratiquement il a fallu attendre jusqu'à une date toute récente (20 Juin 1921) pour voir se constituer la « Caisse Centrale des Banques populaires » (1) placée elle même sous le régime de la loi du 13 Mars 1917, et destinée à faciliter le fonctionnement des banques adhérentes, à leur servir de bureau de compensation, à leur endosser le papier qui sans cela ne serait pas bancable, etc...

Telles ont été les principales difficultés rencontrées dans notre pays par les institutions coopératives de crédit urbain jusqu'au jour où furent prises en leur faveur les mesures exceptionnelles de la loi du 13 Mars 1917.

(1) 4, Boulevard St-Martin, Paris.

CHAPITRE TROISIEME

Principes directeurs en matière de Crédit Populaire.

Il est reconnu sans difficulté que le seul moyen d'organiser le crédit populaire urbain est de recourir à l'association dont la valeur morale suppléera aux garanties insuffisantes de chaque membre pris isolément. D'un commun accord on a adopté la forme coopérative dans ces associations, comme étant celle qui correspond le mieux au but de l'institution : il convient donc d'étudier les principes de la coopération en matière de crédit, principes qui serviront de base à l'organisation des Banques Populaires.

Il est difficile de trouver une définition de la coopération dans les diverses législations, celles qui ont tenté de la qualifier n'ont mis en évidence que les caractères extérieures de variabilité du capital et des sociétaires, et parfois la prohibition de céder les parts sociales à des tiers.

La loi belge du 18 Mai 1873 sur les sociétés, art. 85 (qui est devenue le titre IX du livre I^{er} du Code de Commerce) s'exprime exactement en ces termes « La société coopérative est celle qui se compose d'associés dont le nombre et les apports sont variables, et dont les parts sont incessibles à des tiers ».

La loi hollandaise du 17 Novembre 1876 entend

« sous la dénomination de Sociétés Coopératives, les Associations de personnes qui permettent l'admission des membres et qui ont pour but d'assurer des bénéfices à leurs associés... » (art. II).

Le Code de Commerce portugais au 28 Juin 1888 précise : art. 207 « Les Sociétés Coopératives sont caractérisées par la variabilité du capital social, et par le nombre illimité des associés » (Livre II, titre II, chapitre V).

De même le Code de Commerce roumain : art. 224. « Dans les statuts de toute société, il peut être prévu que le capital social sera augmenté par des apports successifs des associés, et diminué par la restitution partielle ou totale des versements opérés. Les Sociétés dont les statuts admettent ces dispositions sont appelées des sociétés coopératives. (titre VIII, section VII).

En Allemagne, l'art. I^{er} de la loi du 1^{er} Mai 1889 est ainsi conçu : « Acquièrent les droits d'une « Association inscrite » dans la mesure de la présente loi, les sociétés à nombre illimité de membres, ayant pour objet de favoriser le développement de l'industrie ou a l'activité économique de leurs membres, au moyen d'opérations en commun notamment a) les sociétés de prêt et de crédit... » L'art I^{er} de la loi autrichienne du 9 Avril 1873 s'exprimait en des termes exactement semblables.

La loi italienne (Code de Commerce, art. 219) règle-
mente la coopération sans la définir « L'acte constitutif des sociétés coopératives devra exprimer... » ; de même la loi serbe du 3 Decembre 1898 : art I^{er} « Les sociétés coopératives peuvent : 1^o faire des prêts à leurs membres... » . .

Les formules précitées ne peuvent être considérées comme une définition de la coopération ; la variabilité du capital et des personnes constitue seulement le mode le plus apte pour permettre aux sociétés coopératives d'atteindre leur but, mais elle ne leur est pas exclusivement réservée ; la loi française du 24 Juillet 1867 est très explicite sur ce point, non seulement dans le titre III consacré aux sociétés à capital variable, il n'est pas question de coopération, mais l'art. 48 précise : « Il peut être stipulé, dans les statuts de **toute société**, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués ». En employant ces termes, le législateur français a nettement marqué que la variabilité du capital et des personnes ne constituait nullement une caractéristique exclusive de la coopération.

* * *

On doit, à défaut d'une définition dans les textes législatifs, rechercher sur quel critérium peut s'appuyer une affirmation juridique de la coopération.

En ce qui concerne spécialement la matière du crédit, l'idée très répandue de circonscrire l'action économique des sociétés coopératives au cercle de leurs membres, doit être écartée, ceux qui ont voulu placer à la base de l'édifice du crédit coopératif la mutualité, le condamnaient à végéter. En effet, les principales opérations des Banques populaires, qui sont le type courant de cette institution, se ramènent aux prêts et

à l'escompte ; elles se livrent à ces transactions au moyen de leur capital, de leurs dépôts et du réescompte des premières valeurs négociées. Si ces banques sont astreintes à n'accepter comme clients que des détenteurs de parts sociales, elles ne pourront jamais réunir les dépôts suffisants pour faire face aux demandes de crédit, car les sociétaires seront dans la grande généralité : des emprunteurs. L'adoption d'une telle modalité aurait pour résultat d'entraver sérieusement la marche des affaires, car le seul fait d'exiger d'un déposant nouveau qu'il souscrive au préalable une action serait de nature à lui faire rebrousser chemin et l'inciterait à s'adresser soit à une autre société de crédit soit à une Caisse d'Epargne, où les mêmes formalités ne lui seront pas imposées.

Outre les difficultés que ce mode restrictif susciterait à la société à ses débuts, il en est d'autres qui pourront se manifester en sens inverse lorsque la banque populaire aura pris un certain développement et que les sociétaires seuls ne suffiront plus à absorber ses disponibilités. Il semble bien qu'alors il serait contraire non seulement à l'intérêt de la société, mais encore à l'esprit qui doit l'animer, de refuser de traiter des opérations actives avec des tiers, pour ce seul motif qu'ils ne peuvent se rendre acquéreurs d'une part du capital social. Ce danger est moins immédiat que celui précédemment indiqué à raison de l'adoption de la variabilité du capital et du montant relativement peu élevé, en France, de la part sociale ; mais en Allemagne, où ce chiffre était généralement beaucoup plus élevé (afin de donner aux institutions

du type Schulze une force qu'elles ne pouvaient attendre de la subvention étatique) la loi du 1^{er} Mai 1889, qui sanctionne par de graves amendes le fait pour une société coopérative de crédit d'opérer avec des tiers. § 152, permet par exception d'agir de la sorte au cas où il s'agit de placer l'excédent des dépôts. § 8, alinéa e) (1).

Le caractère commun des Associations Coopératives qui peut servir de critérium pour les distinguer des autres formes d'association se trouve dans le principe du partage des excédents annuels entre ceux qui ont contribué à produire les bénéfices ; mais alors que dans les coopératives de production ou de consommation ce partage s'établit proportionnellement au chiffre des travaux ou des achats effectués, dans les associations coopératives de crédit, il devra être calculé au prorata des retenues que les membres auront subies sous forme de commissions, intérêts ou agios. Ce sont en effet ces retenues accumulées qui forment

(1) Cette augmentation — dans sa première partie, du moins, qui traite de l'appel aux dépôts — semble avoir perdu de son intérêt depuis la loi du 13 mars 1917, qui fait bénéficier les banques populaires d'un prêt gratuit de l'Etat, pouvant atteindre le double du capital souscrit. Du fait de cette subvention, les banques se trouvent au lendemain de leur constitution et lors de chaque augmentation de capital à la tête de sommes élevées, dont elles n'ont pas même, en général l'emploi immédiat, et il apparaît qu'il n'y a pas nécessité de rechercher les dépôts à qui il faut servir un intérêt, tant que le montant des prêts gratuits de l'Etat n'aura pas été absorbé. — Mais, d'une part, la subvention actuelle de l'Etat, on le verra plus loin, doit lui être remboursée et d'autre part, il ne faut pas oublier que la confiance qui attire les dépôts est longue à gagner ; aussi ne doit-on considérer la subvention accordée par la loi de 1917, que comme une avance passagère, pour permettre de traverser les difficultés du début ; et la nécessité de rechercher les dépôts de l'épargne subsiste en principe.

les bénéfices de l'entreprise, mais au lieu d'être distribuées aux actionnaires comme dans les sociétés capitalistes, ils reviennent à ceux qui les ont produits et qui bénéficient de cette façon, du crédit au plus juste prix de revient.

L'évaluation des excédents implique la limitation du dividende pour éviter que la part du lion n'aille à l'élément capital, qui ne recevra qu'un intérêt fixe ; de cette façon, l'actionnaire ne faisant aucune opération avec la société, ne se trouvera pas dans l'identique condition patrimoniale du coassocié nourrissant et fortifiant par ses opérations l'entreprise commune.

C'est en ce sens seulement, que l'on peut appliquer aux sociétés coopératives de crédit, ce que les économistes enseignent sur la coopération, savoir, que dans ce système le capital n'est qu'un instrument, qu'il est le sujet du travail (1). Si en matière de crédit cette sujétion du capital est moins accentuée que dans d'autres formes de la coopération, c'est qu'ici l'institution s'appuie sur le capital même, et que c'est essentiellement sur lui qu'elle se développe.

A défaut de la loi, la jurisprudence a affirmé, pour la détermination du caractère coopératif d'une association, la nécessité de ce partage des bénéfices entre ceux qui ont contribué à les former. C'est ainsi que le Conseil d'Etat, par un arrêt du 24 Décembre 1897, a refusé de reconnaître comme coopérative une société du département de l'Isère, qui ne faisait aucune répartition de bénéfices à ses membres, mais les affectait entièrement aux réserves.

(1) LEROY BEAULIEU, Traité théorique et pratique d'Economie Politique, Premier volume. IV^e partie. Ch. XVIII.

En dehors du principe de la coopération, il en est d'autres auxquels les institutions de crédit populaire devront s'attacher pour satisfaire les besoins particuliers de leur clientèle.

La clientèle ordinaire des Banques populaires se compose de cette quantité de petits commerçants ou industriels, qui très honnêtes, travailleurs, et dans une situation peu aisée, ne peuvent aborder pour leurs affaires les banques d'une certaine importance soit par timidité, soit en raison de l'accueil peu enthousiaste que leur réservent les banquiers ordinaires, à qui ils imposent une surveillance difficile, très absorbante, que la multiplicité de leurs occupations ne leur permet pas d'exercer d'une façon efficace.

Il faut bien reconnaître en effet que si le terme crédit veut dire confiance, les établissements financiers où le crédit se réalise ont donné à ce mot un sens bien différent : on n'y pratique plus guère que le prêt garanti, le prêt sur gage ; ce crédit essentiellement réel, est bien distinct de celui fait à l'homme sur son travail, sa moralité, son énergie, sa puissance de production. En raison des risques qu'il présente, le crédit personnel n'a pas été systématisé dans notre pays ; pour l'organiser, en limitant le plus possible les aléas, on a reconnu la nécessité de recourir à l'association, de préférence sous la forme de la solidarité, mais il ne faut pas songer aux grandes sociétés anonymes.

Le crédit personnel que devront pratiquer les institutions coopératives urbaines, entraîne la nécessité d'une sélection très sérieuse parmi tous ceux qui,

membres ou non, traiteront avec la société, et cela pour son bon renom et sa sécurité afin d'éviter que sous le couvert d'un prêt à la production, un emprunteur qui ne présenterait pas les garanties morales suffisantes, n'emploie en dépenses de consommation stériles le montant des avances qui lui seraient consenties. Alors que dans les banques ordinaires, on s'inquiète surtout de la « capacité de crédit » des clients à qui l'on consent un découvert, dans les institutions qui nous occupent et qui sont des sociétés de personnes, on devra rechercher surtout les qualités de travail et de probité qui rendent « dignes de crédit ».

Les avantages que les Banques Populaires fondées sous la forme coopérative offrent à leur clientèle doivent être accordées au plus grand nombre, d'où parmi les lignes de conduite à suivre : le fractionnement des opérations et la préférence accordée aux petits prêts et à l'escompte des petits effets. Ce morcellement du crédit s'il est une source de travail, constitue également un élément de sécurité : certains risques sont inévitables parce qu'ils se produisent en dehors même de la responsabilité des intéressés ; il convient donc de limiter le danger que pourrait faire courir à l'établissement prêteur la déconfiture d'un de ces clients et pour cela le meilleur moyen est de fixer pour chacun une limite maxima de crédit qui ne pourra être dépassée. Cette mesure, qui maintiendra la moyenne des opérations à un chiffre peu élevé et permettra de les multiplier, est bien conforme à l'esprit d'une société coopérative de petits industriels et commerçants dont les besoins réels sont assez restreints.

Les établissements de crédit urbain ne se borneront pas à rendre à leurs membres les services que toute banque procure à ses clients, s'ils veulent répondre pleinement aux nécessités qui auront provoqué leur création, ils devront en outre s'efforcer de pratiquer des taux très modérés. C'est dans le but d'éviter les tarifs onéreux imposés soit par les banques privées, soit par les usuriers ou prêteurs en chambre, que les petits commerçants et industriels ont recours à l'association coopérative ; celle-ci aura donc essentiellement pour objectifs de distribuer le crédit au plus juste prix, sans rechercher à faire des bénéfices, en réduisant dans la mesure du possible les frais généraux, en limitant l'intérêt servi aux actions, en règlementant avec sagesse les affectations aux réserves.

Un autre rôle que ne devront pas négliger les Banques Populaires, rôle particulièrement ardu, sera d'attirer l'épargne et de la retenir sur place au profit des entreprises locales qui les solliciteront. Pour mener à bien cette tâche de décentralisation il faudra lutter contre le préjugé très répandu de l'insécurité d'un tel placement ; aussi pour renforcer la confiance des déposants ne saurait-on trop préconiser l'adoption du principe de la solidarité des sociétaires. Sans aller jusqu'à imposer la responsabilité illimitée (1) pour la garantie des engagements sociaux, car cette clause serait de nature à nuire à la souscription du capital, on peut cependant préconiser comme très utile la responsabilité limitée soit à un chiffre multiple du montant

(1) En Allemagne, jusqu'à la loi d'Empire au 1 mai 1889, le régime de la solidarité illimitée était seul admis.

des parts souscrites, soit à un chiffre fixé, en sus du prix de ces parts. Ce souci d'inspirer aux déposants une confiance, que des expériences malheureuses ont fort ébranlée, ne devra pas être perdu de vue dans la délimitation des sommes affectées au fonds de réserve et destinées à assurer, en cas de crise, l'indépendance de la société ; il y a là un élément d'appréciation qui servira de contrepoids à la tendance trop prononcée de ristourner aux membres actifs la totalité des bénéfices réalisés, l'intérêt individuel ne doit pas faire méconnaître les mesures destinées à assurer le développement et la longévité de l'institution.

Pour organiser d'une façon prospère le crédit personnel il faut que l'emprunteur soit rapproché et connu de la banque dont il sollicite les services ; de là découle la nécessité d'organiser le crédit populaire urbain, non par en haut, à l'aide d'un grand établissement centralisateur, mais par en bas, au moyen de petites sociétés opérant dans un rayon restreint et capables d'apprécier les qualités personnelles de leurs clients. L'échec des tentatives faites en méconnaissance de ce principe — celles d'Alvisi en Italie et de M. Donon en France, déjà citées — en confirme l'importance.

Ces données théoriques se trouvent indiquées d'un commun accord dans les ouvrages des promoteurs du Crédit Populaire tant en France qu'à l'Etranger ; elles ont fait leurs preuves dans différents pays où leur application pratique a donné des résultats très satisfaisants. Elles ont été exposées constamment au cours

des congrès organisés chez nous par les soins du Centre Fédératif et c'est en se basant sur elles qu'a été conçue, dans la loi du 13 Mars 1917, l'organisation actuelle des Banques Populaires.

CHAPITRE QUATRIEME

§ I^{er} Rétrocession des Bénéfices aux Membres Actifs.

Le principe de la rétrocession d'une part des bénéfices aux sociétaires au prorata des retenues subies à l'occasion des opérations faites avec la Banque, qui a été indiqué plus haut comme constituant le critérium permettant de distinguer les associations coopératives de crédit des autres formes d'association, n'a pas été admis d'emblée au cours des tâtonnements des promoteurs du crédit populaire.

On ne peut cependant en contester la légitimité : il y a en effet trois éléments qui contribuent à la formation des bénéfices dans une banque : le Capital, l'Intelligence et le Travail. Pour les deux premiers facteurs la discussion n'a touché qu'à des questions de détail (limitation des dévidendes, participation de la Direction et du Personnel aux bénéfices) mais le principe en lui-même n'a pas été contesté. Par contre l'idée d'admettre à la répartition des bénéfices les éléments de travail grâce auxquels la société a pu prospérer, n'a pas été acceptée sans soulever quelques objections.

Il semble pourtant bien, théoriquement, que cette façon d'opérer soit la plus conforme au but principal de tout établissement de crédit coopératif, qui est de

procurer à ses membres les avantages d'ordre financier au taux le plus réduit. Il est en effet pratiquement impossible de fixer chaque année et à l'avance le tarif minimum qui sera appliqué aux opérations d'avances et d'escompte ; ce serait là s'exposer à courir un double risque : ou bien les conditions ainsi déterminées seraient trop élevées et en ce cas le facteur travail se trouverait désavantagé au profit des deux autres, ou au contraire les taux arrêtés étant trop faibles, l'exercice se solderait par une perte ou tout au moins par des bénéfices insuffisants pour assurer une légitime rémunération des éléments capital et intelligence. La clause de la rétrocession d'une partie des bénéfices, permet d'éviter cet écueil et concilie tous les intérêts.

Les adversaires de ce système ont soulevé contre lui deux principales objections : c'est un procédé antidémocratique et contraire au but de l'institution que l'on en veut doter, en ce qu'il favorise bien plus les gros clients que les petits ; en second lieu son application pratique est une source de difficultés très grandes.

A la première critique selon laquelle les gros clients seraient favorisés plus que les petits par la rétrocession des bénéfices, il convient de faire remarquer que celle-ci n'est effectuée qu'en dernier lieu tout à fait, après déduction des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements et versements aux réserves. Ce n'est donc seulement qu'après avoir assuré pour leur part proportionnelle, l'existence actuelle de la société, et en plus sa vitalité et sa sécurité future,

que des membres ayant traité avec elle des opérations productives, verront leur revenir une partie des prélèvements qu'ils auront supportés.

Vouloir appliquer dans le calcul de la ristourne un taux différentiel au profit des petits clients serait tout d'abord très préjudiciable au succès de la Banque, en écartant, dès la fondation, les quelques gros comptes susceptibles de lui permettre de franchir les difficultés inhérentes à toute entreprise, et par la suite, en incitant les membres qui auraient débuté modestement avec elle et qui verraient par la réussite de leurs affaires leurs transactions atteindre un chiffre plus élevé, soit à abandonner l'institution coopérative où ils ne trouveraient plus les mêmes avantages que par le passé, soit tout au moins à ne lui confier qu'une partie de leurs opérations.

La préoccupation de faire servir certaines institutions de contrepoids aux inégalités sociales qui a reçu une application ces dernières années dans la réforme fiscale, par la substitution de la progression à la proportionnalité en matière d'impôt, peut se justifier parce qu'en taxant certains revenus ou les successions, on frappe la fortune acquise. Mais prétendre en se rattachant à cette même idée, favoriser les petits clients d'une banque populaire par l'application d'un taux variable mènerait tout droit à une injustice : outre que l'importance des opérations traitées avec la Banque peut n'être en rien le reflet de la situation réelle du titulaire du compte, il est de pratique commerciale que suivant la branche que l'on exploite, il faut pour obtenir un

résultat analogue en fin d'exercice, arriver à un chiffre d'affaires très différent ; que d'autre part les aléas de tout négoce peuvent faire en sorte que les pertes en contrebalancent les profits ; et qu'en tous cas les bénéfices obtenus étant le résultat d'un travail actuel et constituant les éléments d'une fortune en formation, on ne peut par analogie leur appliquer des mesures semblables à celles prises à l'égard de la fortune acquise.

Pour ces motifs il appert que la répartition finale des bénéfices, au prorata des prélèvements subis, soit le mode qui concilie le mieux l'idée de justice et l'esprit coopératif d'une institution de crédit. Reste à refuter la seconde critique, suivant laquelle la détermination de ces retenues supportées par chaque client devra donner lieu à des difficultés d'application dans la pratique.

Il faut remarquer tout d'abord que la base adoptée « des prélèvements de toute nature », est la seule qui puisse être prise en considération pour fixer le chiffre de la ristourne ; cela en raison de la multiplicité des opérations de banque, et notamment du caractère réellement productif des seules opérations d'avances et d'escompte, auxquelles ne peuvent être comparées pour le bénéfice qu'en retire la société : les virements de fonds, encaissement de chèques ou d'effets à vue, paiement de coupons etc... à l'occasion desquels une minime commission est seule perçue. La méthode employée dans d'autres associations coopératives — de production, de consommation — où la ristourne est calculée suivant le chiffre d'affaires traitées avec cha-

que sociétaire, ne peut servir d'exemple en matière de banque, où la productivité d'un compte est tout à fait indépendante de l'importance de ses mouvements.

Pour déterminer le montant des retenues subies par chaque client il n'y aura lieu de suivre sur son compte individuel dans une colonne ad hoc, et sous la rubrique « Escompte et retenues diverses » le montant de l'agio calculé lors de la négociation d'effets, ou les commissions perçues à l'occasion de toute opération y donnant lieu. En ce qui concerne les avances faites sous forme de compte courant aucune difficulté ne se présente, il suffira de prendre le chiffre des intérêts appliqués en fin d'exercice, comme il est de pratique courante dans la tenue de ces comptes en raison de la prohibition légale de l'anatocisme. Il sera possible à tout moment, et notamment en fin d'année, de contrôler qu'aucune omission n'aura été faite dans l'inscription de ces diverses retenues, au moyen des chiffres fournis par les comptes généraux « Agios » « Commissions diverses » ; au besoin un compte d'ordre sera ouvert sur lequel on poursuivra le relevé quotidien des prélèvements appliqués aux opérations productives.

La question de savoir si le bénéfice de la ristourne doit être accordé aux clients non sociétaires a également donné lieu à discussion. L'esprit qui doit animer les institutions coopératives de crédit ne permet pas de refuser cet avantage aux non sociétaires ; toutefois l'on peut étudier les modalités suivant lesquelles ils seront admis aux opérations avec la banque et dans quelles conditions leur sera faite la rétrocession.

Il semble assez naturel et de toute justice d'appli-

quer aux non sociétaires un tarif légèrement supérieur qui soit une compensation à la faveur qui leur est faite d'être admis aux avantages d'une institution dont ils n'assument pas les risques. D'autre part, en considération de ce qu'ils se trouvent bien souvent dans l'impossibilité matérielle de souscrire, une part sociale, même si tel était leur désir, et bien que possédant les qualités qui font les bons coopérateurs, on peut conseiller l'affectation obligatoire des sommes à eux retournées à une souscription de parts sociales. Cette façon d'opérer présente l'avantage de provoquer l'adhésion de sociétaires nouveaux, qui sans effort, trouveront dans la ristourne le germe de leur participation effective à l'œuvre sociale dont ils auront été les bénéficiaires.

§ II. La variabilité du capital

dans les Sociétés Coopératives de Crédit

La forme « à capital variable » peut être adoptée en France par toute société, et si le législateur a pensé aux coopératives en préparant le titre III de la loi de 1867, du moins n'a-t-il placé nulle part le mot dans le texte définitif. Au contraire, on peut citer le projet de loi sur les sociétés coopératives, déposé par M. Lourties rapporteur, au Sénat le 21 Juin 1892, qui leur imposait dans son article II la variabilité (1). Il est bien évident que cette clause convient parfaitement à ces institutions, elle permet après des débuts modes-

(1) Malgré la courageuse défense de son rapporteur, ce projet a échoué; après de nombreuses discussions au Sénat, il fut renvoyé à la Commission le 13 mars 1896 et n'en revint pas.

les d'étendre peu à peu le nombre des sociétaires sans nécessiter les formalités qu'exigent les augmentations de capital ; d'autre part cette modalité, qui constitue une dérogation au droit commun en matière de société où la fixité du capital est de règle, se justifie parce que le danger que peut faire courir aux tiers la retraite d'un sociétaire, est moins grand dans les associations coopératives qui ont pour objet des capitaux en voie de formation et non des capitaux existants.

Ce caractère a été affirmé très nettement lors de la discussion de la loi de 1867, art. III : « Ce n'est ni l'objet de la société, ni la possession actuelle des fonds, qui peuvent servir à déterminer la somme à laquelle s'élèvera le capital social ; car on se réserve précisément de donner plus d'extension aux affaires à mesure qu'on pourra avoir plus de capitaux à sa disposition. Il est donc admissible, et même nécessaire pour ce genre de société, que son capital puisse augmenter et progresser, pendant qu'elle dure, sans modifications aux statuts. D'un autre côté, les éventualités auxquelles sont exposés les intéressés qui entrent dans ces sociétés sont trop nombreuses et peuvent quelquefois être trop pressantes pour qu'on les oblige à rester dans la société jusqu'à son terme et à y laisser leur mise entière. Il est donc admissible également et nécessaire aussi, que le capital variable en sens inverse puisse s'amoindrir par l'effet de la retraite des associés ! »

Mais cette variabilité du capital peut être de nature à enrayer le succès de la société, les tiers hésiteront à traiter avec elle, s'ils craignent de la voir s'évanouir

à la suite de la faculté laissée aux membres qui la composent, de se retirer avec le montant de leurs actions. Aussi le législateur après avoir affirmé la possibilité d'étendre ou de restreindre le chiffre du capital pose une restriction « à moins de conventions contraires ». Au sens absolu, avec ces cinq mots on anéantit le titre même du titre III de la loi : il suffira qu'un article des statuts indique que l'associé n'aura pas le droit de se retirer et de réclamer la restitution de son apport et de ce fait le capital demeurera variable quant à son augmentation mais non quant à sa diminution.

Cette interprétation, certainement contraire à la volonté du législateur, a été condamnée par la doctrine (1) et par la jurisprudence (2). Le droit des associés de se retirer de la société est absolu et ne peut leur être enlevé, s'il disparaissait la clause « à capital variable » serait un non-sens. Ce que la loi a voulu dire par la phrase restrictive « à moins de conventions contraires » c'est simplement que les statuts pourront régler l'exercice de ce droit de retraite. L'article 52 qui contient cette phrase, donne de suite une explication de la pensée du législateur en rappelant le § 1^{er} de l'article 51 aux termes duquel « les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par la reprise des apports ». (par contre toute latitude est

(1) HOUPIX, Traité des Sociétés civiles et commerciales, tome II, n° 854.

POXT, Traité des Sociétés, n° 1757.

(2) Arrêt de la cour de Bordeaux du 7 avril 1897. (Journal des sociétés civiles et commerciales, 1897, n° 508).

laissée aux fondateurs pour la fixation de cette somme).

Ceci revient à dire que dans le cas où le capital social se trouvera ramené au minimum statutaire, les associés perdront la faculté de se retirer de la société; le droit de retraite sera désormais suspendu, mais non radicalement supprimé, il pourra s'exercer à nouveau, dans les mêmes limites, le jour où à la suite d'adhésions, une augmentation se sera produite.

Cette hypothèse n'est d'ailleurs pas la seule où le droit de retraite puisse être restreint par les statuts, qui dans l'intérêt de la société coopérative devront décider que le Conseil d'Administration sera juge de l'opportunité en cette matière, afin d'éviter qu'un sociétaire de mauvaise foi ne se retire à contre temps (1), dans le seul but de nuire à l'association par sa sortie.

Une restriction à la faculté de retraite libre s'impose aujourd'hui du fait des avances consenties par l'Etat aux Banques Populaires en vertu des lois du 13 Mars 1917 et du 24 Octobre 1919. La question d'opportunité à laquelle il vient d'être fait allusion se trouve renforcée du fait que la sortie d'un membre actionnaire, pourrait déterminer une réduction proportionnelle des sommes prêtées gratuitement par l'Etat et que la Banque devrait lui rembourser. Aussi sera-t-il prudent d'insérer dans les statuts la clause suivante : « Dans le cas où la Banque aura bénéficié d'avances de l'Etat, la sortie volontaire des action-

(1) Dans ce sens : Douai, 2 août 1906, D. 1908, 2, 241.
Douai, 16 mars 1911, D. 1914, 2, 89.

naires cessera d'être possible dès qu'elle aurait pour effet de réduire le capital social souscrit à un chiffre inférieur à celui qu'il atteignait au moment de la réception de la dernière avance de l'Etat, ou en cas de remboursement partiel, de ces avances, postérieur à cette date, au-dessous un chiffre proportionnellement correspondant au montant restant dû des avances.

§ III. Rôle, limitation et sort de la Réserve

La notion de la réserve dans une association coopérative de crédit est assez délicate mais très importante, et par suite de la faculté donnée à tout actionnaire de se retirer de la société à personnel comme à capital variable, il convient d'examiner la question du droit à la réserve pour le membre sortant.

Tout d'abord est-il possible de déterminer la part de chacun dans la formation des réserves ? On a vu le mode de limitation de l'intérêt servi au capital, quel que soit le résultat obtenu en fin d'exercice ; après ce premier prélèvement ce qui restera des bénéfices, les frais généraux étant déduits, sera partagé entre les réserves et la ristourne ; il sera facile connaissant d'une part le rapport suivant lequel aura été fait ce partage et d'autre part le montant de la ristourne individuelle bonifiée de déterminer pour quelle somme chacun aura participé à la constitution des réserves.

Ce renseignement n'a d'intérêt que pour le cas où le chiffre de la réserve étant limité, on voudrait faire cesser, à l'égard du membre ayant participé à sa for-

mation, pour une quotité déterminée suivant le nombre d'actions possédées, tout prélèvement ultérieur. Dans ce cas en effet, on ne voit pas pourquoi les premiers membres actifs qui auront soutenu l'entreprise à ses débuts seraient les seuls à supporter les frais de constitution d'un fonds de réserve alors que ceux qui viendront à la société, quand elle aura déjà fait ses preuves, bénéficieraient de conditions de crédit moins onéreuses, puisque la retenue pour la réserve ne leur serait pas appliquée et que partant la ristourne serait pour eux de l'intégralité de l'excédent des bénéfices.

Mais en pratique on ne s'inquiétera pas de la part contributive de chacun dans la constitution de la réserve. D'abord les clients qui ne sont pas en même temps détenteurs de parts sociales subissent néanmoins des prélèvements pour un fonds de réserve sur lequel ils n'ont aucun droit. Au contraire, les actionnaires qui ne font pas d'opérations avec la société viendront cependant à la répartition des réserves en cas de dissolution ; cela peut sembler plus difficile à justifier, mais il ne faut pas oublier qu'à la perspective d'une attribution lointaine et problématique, fait contrepoids la limitation imposée du dividende annuel qui empêchera toujours les actions de prendre une plus-value bien considérable. Enfin la situation des sociétaires nouveaux ne sera pas privilégiée au détriment des anciens, car s'ils acquièrent des actions antérieurement émises, ils ne les obtiendront qu'à un prix supérieur à la valeur nominale, en raison des réserves déjà constituées, et si au contraire, ils par-

ticipent à une émission nouvelle, outre la prime qu'ils auront à payer, ils se trouveront à leur tour, tout comme les premiers actionnaires soumis aux prélèvements pour la réserve, le chiffre de celle-ci croissant parallèlement au capital.

La question se pose sous une autre forme si l'on se demande quel sera le sort de la réserve ? Sera-t-elle individuelle et en ce cas appartenant au sociétaire pour sa part contributive — ou au contraire sera-t-elle collective et alors la propriété de la société, entité distincte et personne morale ?

Dans la première hypothèse chaque sociétaire aura le droit de réclamer sa part de réserve en même temps qu'il se fera rembourser ses actions quand il se retirera. Il y a là un grave danger, car si la réserve appartient aux sociétaires, elle ne remplit plus le but pour lequel elle est constituée : son rôle dans une société à capital variable est en effet d'introduire un élément fixe, qui non seulement permettra de faire face aux risques éventuels mais encore qui servira de garantie à l'égard des tiers. Si un membre peut en se retirant se faire rembourser son prorata de réserve, le caractère de fixité de celle-ci aura disparu et le danger paraîtra grand aux tiers qui auront à traiter avec une institution dont le capital et les réserves peuvent tout à la fois se trouver modifiés du jour au lendemain.

Au surplus ce procédé serait contraire aux principes purs de la coopération, il y aurait là une manière de recherche indirecte de bénéfices et la limitation de l'intérêt servi aux actions deviendrait un leurre. Au contraire si l'on admet que la réserve sera collec-

tive outre qu'étant la propriété de la personne morale : société, elle durera jusqu'à sa dissolution, il sera possible en ce cas, pour éviter les dangers que l'appât d'une réalisation fructueuse serait de nature à susciter, de limiter d'une part le chiffre des réserves et d'en fixer statutairement l'emploi à une œuvre d'intérêt social le jour où la société viendrait à cesser ses opérations.

Il convient donc d'adopter la forme collective qui seule est compatible avec le but de la réserve mais il faudra bien en outre préciser les trois points suivants dans les statuts :

1) que tout sociétaire sortant soit volontairement sort par exclusion, n'aura droit qu'au remboursement de la valeur de ses actions ou fractions d'actions, sans qu'il puisse rien réclamer sur le fonds de réserve. Il y a là une pénalité contractuelle assez équitable à l'égard de celui qui abandonne l'association ou qui a démérité d'en faire partie.

2) le chiffre maximum que ne devra pas dépasser la réserve sera fixé en proportion du capital social, les sommes affectées à sa constitution ne devant pas excéder la mesure de la garantie utile, sous peine de donner lieu à un prélèvement indu sur les bénéfices qui doivent normalement revenir aux membres actifs dans la ristourne;

3) au cas de cessation des opérations en vue desquelles la société a été formée, le reliquat des réserves sera affecté à une œuvre d'intérêt social.

Cette dernière clause est rarement adoptée dans la pratique ; on rencontre au contraire généralement, dans les statuts des institutions coopératives de crédit,

une disposition prévoyant que le patrimoine de la société sera lors de la dissolution, distribué aux actions, après extinction du passif et des frais de liquidation. Les partisans de ce système ne méconnaissent pas le danger signalé plus haut, dans la théorie de la réserve individuelle, que fait courir à l'existence même de la société coopérative l'attribution à chacun de sa part de réserve, quand celle-ci atteint un certain chiffre ; ils reconnaissent bien que ce danger peut reparaître même sous la forme collective, où il n'est pas chimérique de supposer qu'une majorité puisse se former en assemblée générale pour demander la réalisation de l'actif social ; mais ils estiment que les fondateurs d'une société coopérative de crédit sont suffisamment armés pour se défendre contre ce risque d'une dissolution anticipée, grâce à la latitude que la loi leur laisse dans la rédaction des statuts où ils pourront notamment spécifier que chaque actionnaire n'aura dans les votes qu'un nombre de voix limité, quelle que soit la quantité de parts sociales qu'il possède ; où ils pourront donner toute liberté au Conseil d'Administration pour refuser sans en indiquer les motifs l'admission d'un membre qui ne présenterait pas les garanties suffisantes ; et enfin où ils pourront autoriser l'assemblée générale à prononcer à une majorité déterminée, sur la proposition du Conseil d'Administration, l'exclusion de l'actionnaire qui pourrait porter atteinte aux intérêts de la société.

Tout en reconnaissant la portée de ces dispositions statutaires, il n'en demeure pas moins vrai que la solution adoptée, de partager aux actionnaires le

reliquat des réserves est à critiquer, car le but d'une institution coopérative n'est d'aucune façon de procurer à ses membres un bénéfice proportionnel au seul capital engagé. Cette mesure ne peut se concilier avec celle de la limitation de l'intérêt servi aux actions, par laquelle les promoteurs de la coopération ont entendu distinguer leurs associations des sociétés capitalistes.

§ IV. L'Intervention financière de l'Etat

Il est intéressant de rechercher l'avis des partisans et des promoteurs du mouvement coopératif en matière de crédit, touchant le rôle de l'Etat. On est frappé de l'unanimité avec laquelle ils ont tout d'abord limité son intervention et nettement écarté son assistance financière, pour finir par l'admettre, en France notamment, sous l'empire des circonstances.

Quels sont donc les arguments des adversaires de l'intervention de l'Etat ? on verra ensuite à quoi ils réduisent sa mission utile.

Chaque association de crédit constitue une entreprise économique dont le succès est soumis aux mêmes conditions que celui de toute entreprise particulière née de l'initiative individuelle ; son but doit être l'union des forces isolées pour élever la situation des associés. Tout ce qui s'écarte de l'initiative privée et l'affaiblit, est par la suite en contradiction directe avec l'association et lui cause un dommage grave ; cette conséquence se produirait notamment au cas d'une subvention de l'Etat qui aurait pour résultat de tarir la source profonde de toute amélioration du sort de la classe moyenne : l'énergie individuelle.

Le rôle bienfaisant de l'Etat se borne à encourager les efforts privés au moyen d'une bonne législation, il lui appartient de poser les principes de droit, nécessaires, à la marche des associations coopératives de crédit et de les développer en conformité des progrès économiques généraux ; il pourra en outre marquer sa faveur à ces sociétés en les faisant bénéficier de certaines exemptions fiscales.

C'est dans ce sens que se prononçait le III^e Congrès de l'alliance coopérative internationale tenu à Delft en 1897, en distinguant ce qu'il fallait attendre de l'initiative privée et ce qu'il fallait demander comme encouragement à l'Etat.

Schulze fut toujours un adversaire de l'Intervention de l'Etat qui ne peut favoriser les Banques Populaires qu'avec les finances publiques, ce n'est pas davantage du concours des classes les mieux dotées, non plus que du patronage des groupements coopératifs que Schulze attend le succès de son œuvre, qu'il fonde sur la seule énergie individuelle : « *selbsthülfe* ». « Une banque populaire qui veut s'assurer un avenir durable, écrit-il, doit avoir soin de repousser toute apparence d'institution de bienfaisance subventionnée : sa mission n'est pas de distribuer des secours aux indigents, mais de protéger contre l'indigence ».

Ce n'est pas que l'idée de faire intervenir l'Etat comme grand distributeur du crédit n'ait pas eu de partisans ; dès 1983 fut déposé un projet de loi, qui d'ailleurs n'a pas eu de suite, mais qui ne tendait rien moins qu'à placer les institutions de crédit populaire sous une tutelle officielle en créant un grand « Institut

financier populaire de France » au capital de 5 milliards, sous le contrôle de l'Etat, avec Directeur Général et Contrôleur Général nommés par le Gouvernement, avec un Conseil d'Administration formé de Sénateurs, de Députés, de Fonctionnaires, etc... (1).

Sans se rallier à ce projet utopique, certains esprits clairvoyants présentaient déjà à cette époque, qu'en raison de notre régime centralisateur de l'épargne, la participation financière de l'Etat ne devait pas être dans notre pays condamnée d'une façon absolue sous peine de voir nos banques populaires continuer à végéter. Cette préoccupation a été très nettement accusée lors du Congrès International du Crédit populaire, tenu à Paris en Juillet 1900 à l'occasion de l'Exposition Universelle : à la séance du 8 Juillet matin, à la suite d'un rapport présenté par M. le Dr Alberti, directeur de l'Union des Associations Coopératives de la région moyenne du Rhin, sur « le Rôle de l'initiative privée dans le développement de la coopération de crédit, délimitation du rôle de l'Etat », dans lequel il se montrait tout à fait hostile à l'intervention étatiste, une résolution fut votée après une longue discussion, au cours de celle-ci, les délégués français, et notamment M. Lourties, Sénateur, président de cette séance du Congrès, résistèrent contre l'expression d'un vœu qui aurait reprouvé la législation alors récemment adoptée pour le crédit agricole, et celle déjà enrevue comme seule possible en matière de crédit urbain. Sans obtenir l'unanimité des suffrages, la résolution

(1) Voir le texte in extenso dans le messager de Paris du 31 janvier 1893.

qui fut votée est la suivante : « Le développement du » Crédit Coopératif doit être l'œuvre de l'initiative » privée et de l'Association locale libre. L'observation » des pays où il s'est développé confirme cette vue ».

« La création et l'administration des associations » de crédit populaire sont du ressort de l'initiative » privée : il lui appartient de même de trouver le » capital nécessaire à la marche de l'institution ».

« La participation de l'Etat à ce capital doit être » en principe écartée, sans que le Congrès entende » se prononcer sur les circonstances particulières qui » peuvent déterminer tel ou tel pays à déroger à ce » principe » (1).

Les délégués qui ne voulurent pas s'associer au vote de ce texte ne prirent cette attitude que parce que le dernier paragraphe était en contradiction, dirent-ils, avec le reste de la résolution, en ouvrant une porte à l'intervention financière de l'Etat, dont le concours sous cette forme ne peut être accepté.

Cependant quelque dix ans plus tard, devant les résultats obtenus en matière de crédit agricole grâce aux subventions du gouvernement, deux projets furent déposés simultanément devant les chambres pour doter le crédit urbain d'institutions basées sur le même principe.

Le premier projet fut présenté au Sénat par M. Jean Codet et visait à « l'application du Crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants, ainsi qu'aux sociétés coopératives » (2). L'organisation prévue com-

(1) Actes du congrès, p. 494.

(2) Sénat. Documents parlementaires. Session extraordinaire de 1910. Séance du 17 Novembre 1910, Annexe 359.

prenait une Banque Centrale, superposée à des agences régionales, au capital de 5 millions fournis par l'Etat. Auprès du Directeur de cette Banque Centrale, devait siéger une commission de répartition des avances aux agences, composée de 29 membres au plus, dont 2 sénateurs, 3 députés, le Gouverneur de la Banque de France, 5 fonctionnaires supérieurs de l'Administration, 3 membres du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie, 3 membres du Conseil supérieur du Travail et au plus 12 représentants des sociétés locales ou régionales de crédit mutuel urbain et des groupements coopératifs.

Le second projet fut déposé à la chambre par M. Chaulet et quatre de ses collègues, M.M. Dulau, Coreil, Damour et Néron dans le but « d'établir en France par la mutualité, le crédit commercial, industriel et ouvrier » (1). Dans cette proposition de loi une Banque Centrale devait être fondée au capital de 100 millions fournis par l'Etat sans intérêt ou avec un intérêt maximum de 2 %. Cette somme considérable devait être avancée par la Banque de France à qui cette charge serait imposée comme condition du renouvellement de son privilège. La Banque Centrale devait également bénéficier à titre d'avances sans intérêt de la moitié de la redevance annuelle versée au Trésor par notre grand Institut National d'émission, au profit du crédit agricole en vertu de la loi du 17 Novembre 1897.

Comme dans le projet précédent la commission de

(1) Chambre des Députés. Session de 1911. Documents parlementaires, annexe n° 801.

répartition des avances comprenait des sénateurs (4), des députés (6), des fonctionnaires supérieurs (7) des représentants de caisses locales et régionales, de sociétés coopératives, d'associations mutuelles (8).

Enfin trait commun aux deux propositions, qui souligne bien le caractère nettement gouvernemental de l'institution projetée : Le personnel directeur et les membres du conseil d'administration de la Banque Centrale sont nommés par décret rendu sur la proposition du Ministre des Finances.

L'accueil réservé par les milieux intéressés fut généralement hostile à ces deux systèmes, auxquels on reprochait de vouloir organiser le crédit populaire urbain au moyen d'un établissement central distributeur, placé sous la tutelle de l'Etat, alors que les expériences de l'étranger et les avis des théoriciens ont toujours été en faveur d'une organisation par en bas et faisant appel à la seule initiative privée.

Le seizième Congrès des Banques Populaires tenu à Limoges votait dans sa séance du 13 Octobre 1911 la résolution suivante, après avoir entendu un rapport de M. Dufourmantelle, président du groupe régional des Associations coopératives de crédit de l'Île de France, sur les propositions de loi relatives au crédit urbain.

« Le Congrès considérant... qu'il n'est pas dans les fonctions de l'Etat de concourir à l'œuvre du Crédit populaire, soit par l'octroi d'un capital de fondation à une banque centrale, soit par des avances à taux de faveur et surtout gratuites au profit de l'institution de l'espèce ;... émet le vœu, que le Parlement... écarte

les propositions de loi émanant, l'une de M. Codet, l'autre de M. Cholet, dont il est actuellement saisi ;

« Que le Crédit populaire urbain soit doté d'une loi organique inspirée de la loi du 5 Novembre 1894, relative aux sociétés de crédit agricole, simplifiant et précisant les formalités de constitution, accordant des adoucissements de frais et de charges fiscales... »

Parmi les autres groupements qui se sont à cette époque prononcés contre l'assistance financière de l'Etat on peut citer la Fédération des commerçants détaillants de France dont le Président, M. Maus, écrivait dans le N° du 18 Octobre 1910 du « Journal » un article intitulé « Le crédit du moyen et du petit commerce ; pas d'intervention de l'Etat ». De même, « la Société d'Economie Sociale » de Paris, se prononçait, lors de son Congrès de 1910, en faveur de la libre initiative privée. Enfin, fait très symptomatique, sur 148 Chambres de Commerce consultées par le Gouvernement, sur l'opportunité du renouvellement ou de la dénonciation du privilège de la Banque de France, et sur la proposition de faveurs à demander à celle-ci, 3 seulement exprimèrent le vœu que l'Etat donnât son concours à l'organisation du Crédit Populaire (1).

Malgré ce courant d'opinion opposé, on verra plus loin, qu'en raison de circonstances spéciales à notre pays, la loi actuellement en vigueur du 13 Mars 1917 a consacré le principe de l'aide temporaire de l'Etat pour donner aux institutions coopératives de crédit l'impulsion de départ et pour les faire sortir de l'état léthargique où elles sommeillaient depuis trente ans.

(1) Enquête entreprise par M. Dupuy, Ministre du Commerce, en Janvier 1916.

CHAPITRE CINQUIEME

LEGISLATION ACTUELLE

§I. Travaux préparatoires

Il n'existe pas en France de loi organique des associations coopératives. Lors de l'élaboration du Code de Commerce et plus tard de la loi fondamentale de 1867 sur les sociétés, le législateur a évité de fixer les règles à appliquer à ces associations. On trouve, exprimées dans les débats de la loi de 1867 notamment, les raisons de cette réserve : une partie du projet présenté par le Gouvernement, visait les sociétés coopératives de consommation, de crédit et de production ; la Commission du Corps législatif souleva à ce sujet deux objections : 1) le principe de la coopération était susceptible de recevoir dans l'avenir des applications nouvelles impossibles à prévoir ; 2) Il serait contraire à l'égalité civile de faire une loi en faveur de certaines catégories de citoyens.

Ces raisons paraissent assez faibles : la première parce qu'elle serait de nature à faire ajourner indéfiniment la rédaction d'un texte légal quel qu'il soit, vu l'impossibilité de déterminer si le stade définitif d'une institution est atteint, et parce qu'elle serait contraire à toute initiative d'ordre gouvernementale ou parle-

mentaire ; quant à la seconde, non seulement elle a été abondonnée, mais à la suite d'une lente évolution elle se trouve de nos jours entièrement retournée dans son argumentation, au profit du même principe égalitaire : plusieurs lois récentes — en matière fiscale par exemple — sont remplies de mesures d'exception en faveur de certaines catégories de citoyens ; et ce sont ces inégalités de traitement qui font de la loi un instrument de justice sociale, protectrice à l'égard des faibles, plus exigeante pour les forts.

On a vu qu'en France un projet de loi générale concernant toutes les sociétés coopératives avait échoué après avoir été pendant plusieurs années renvoyé d'une chambre à l'autre (1892-1896). A défaut de cette loi générale on en trouve de nombreuses à rayon d'application limité : celles du 5 Novembre 1894 sur le crédit agricole, du 31 mars 1899 « sur les Caisses Régionales de crédit mutuel agricole et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et banques locales de crédit mutuel » — (ces deux textes ont été remplacés par celui du 7 Août 1920) — la loi du 23 Avril 1906 sur les sociétés de crédit maritime mutuel, remplacée par celle du 4 Décembre 1913 — la loi du 18 Décembre 1915 et celle du 7 Mai 1917 sur les sociétés coopératives de production — lois du 13 Mars 1917 complétée par celles du 10 Août 1920 et du 30 Avril 1921 (art. 75) sur le crédit populaire urbain — loi du 15 Août 1920 sur les sociétés coopératives de reconstruction.

Il s'ensuit que les institutions coopératives qui nous occupent, et dont la forme la plus usuelle sera celle

des banques populaires, devront se placer sous l'égide de la loi du 13 Mars 1917 ; mais comme le texte de cette loi est très court et ses dispositions spéciales peu nombreuses, les fondateurs de ces banques, constituées le plus souvent en sociétés anonymes coopératives à capital variable, devront également dans l'élaboration des statuts se référer aux lois de 1867, 1893, 1913, pour les règles générales applicables aux sociétés anonymes à capital variable (1).

Bien que d'aucuns aient trouvé à ce système certains avantages disant que la loi fondamentale sur les sociétés était très complète, et que d'autre part le petit nombre de clauses spéciales imposées par la loi de 1917 laissait une plus grande liberté aux fondateurs, il n'en résulte pas moins une difficulté quand pour l'élaboration des statuts il faut puiser à des sources différentes. Aussi dans le but de faciliter la tâche de ceux qui prendraient l'initiative de la création d'une société coopérative de crédit urbain, le Ministère du Commerce et de l'Industrie a fait publier en 1919 une brochure de propagande contenant un type de statuts modèles pour banque populaire et société de caution mutuelle régies par la loi de 1917.

Cette loi du 13 Mars 1917; qui est le texte fonda-

(1) Parmi les pays dotés d'une loi organique de la coopération, on peut citer l'Allemagne depuis la loi d'Empire du 1 Mai 1889, modifiée par celle du 12 Août 1906 qui englobe toutes les formes que peut actuellement revêtir la coopération: aussi bien les sociétés de crédit que celles pour l'achat des matières premières, pour la vente en commun des produits agricoles et industriels, pour la construction d'habitations, etc..

(Voir la traduction du texte complet de la loi, dans le « Recueil des principales lois étrangères régissant le crédit populaire », p. 5 et suivantes. MEXTON, Imprimerie Coopérative, 1913).

mental en matière de crédit urbain, selon la conception française d'organiser le crédit par compartiments à cloisons étanches, a été précédée d'un projet dû à l'initiative gouvernementale en 1912 et qu'elle n'a d'ailleurs reproduit que partiellement ainsi qu'on va le voir.

II.

Un décret en date du 1^{er} Juin 1911 avait institué une commission chargée d'étudier l'organisation bancaire en France et de rechercher les possibilités de la compléter en offrant des facilités plus grandes de Crédit au moyen et au petit commerce, à la moyenne et à la petite industrie.

Cette commission, composée de personnalités diverses : le Gouverneur de la Banque de France, fonctionnaires de l'Administration centrale, représentants des Grands Etablissements de Crédit, des commerçants, des industriels, etc... ne comprenait par contre aucun délégué des Banques populaires alors existantes.

La Commission se divisa en trois sous-commissions : la première présidée par M. Cauwés, doyen de la Faculté de Paris, rechercha les lacunes de notre organisation bancaire, son rapport fut rédigé par M. Chap-sal, alors Directeur des Affaires Commerciales et Industrielles au Ministère du Commerce. La seconde sous-commission, présidée par M. Pallain, Gouverneur à la Banque de France s'attacha à l'étude comparative des Institutions de Crédit populaire en France et à

l'étranger (1). Enfin la troisième sous-commission, sous la direction de M. Alexis Rostand, président du Comptoir National d'Escompte de Paris devait tirer les conclusions des deux autres sous-commissions et proposer un programme précisant les perfectionnements reconnus désirables.

De ce rapport est né le projet de loi déposé par le Gouvernement devant la Chambre des députés le 6 Novembre 1912 (1). Tout en empruntant aux travaux de la commission ses directives essentielles, ce projet s'est maintenu dans le cadre de son objectivité limitée, se proposant d'organiser en faveur des petits et moyens commerçants et industriels le crédit personnel à court et à long terme. Il comprend cinq titres ayant trait respectivement : aux sociétés de caution mutuelle, aux Banques populaires, (crédit à court terme) au «Crédit Industriel de France» et aux «Banques de participations industrielles et commerciales» (crédit à long terme) aux Dispositions Générales.

I. les sociétés de caution mutuelle constituées entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales ont pour objet exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce créés par leurs membres, à l'occasion de transactions relatives à leur négoce. Le capital social est formé de parts d'un montant minimum de 50 frs, auxquelles peuvent souscrire les personnes en bénéficiant pas des avantages de la

(1) Le rapport de cette commission a été publié sous le titre: « Etude comparative des diverses institutions de crédit populaire ou collectif ayant fonctionné ou fonctionnant tant en France qu'à l'Etranger ». 2 volumes, Imprimerie Chaix, 1911.

(1) Reproduit dans le bulletin mensuel du crédit populaire, n° 6 et 7 de 1913.

société : gros commerçants et industriels, capitalistes. L'étendue de la responsabilité de chaque sociétaire sera déterminée par les statuts, ainsi que le taux d'intérêt perçu par la société pour ses opérations. La rémunération du capital social ne pourra excéder 4 % ; les bénéfices réalisés, après attribution aux réserves, seront ristournés aux membres, en proportion des intérêts payés par eux à la société. Les formalités de publicité sont réduites à un dépôt fait au greffe de la justice de paix ; ces sociétés sont exemptées de la patente et de la taxe sur les valeurs mobilières.

II. Les Banques populaires ne sont pas dotées par le projet de loi d'une charte fondamentale, elles restent soumises au droit commun, mais pour bénéficier de la publicité simplifiée et des exemptions fiscales accordées aux sociétés de caution mutuelle et participer au concours financier de l'Etat, elles devront satisfaire à quatre conditions : a) être constituées par sept membres au moins ; b) limiter à 5 % la rémunération du capital et ristourner les bénéfices en excédent aux sociétaires au prorata des commissions perçues ; c) ne faire d'opérations qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans, pour l'exercice normal de leur industrie, commerce ou métier ; d) fixer le maximum des avances et escomptes à consentir à chaque client.

L'art. 44 du projet prévoit l'attribution par le Gouvernement aux Banques populaires remplissant ces conditions d'une somme de 12 millions, à titre d'avances sans intérêt, à prélever sur celle de 20 millions versée au Trésor par la Banque de France en vertu

d'une convention du 11 Novembre 1911 (Loi du 29 Décembre 1911). Chaque Banque ne peut participer à ces avances, faites pour trois ans, que dans la proportion du double de son capital versé.

III. Le crédit à long terme est assuré dans le projet de loi, en premier lieu par un organisme central « Le Crédit Industriel de France » société anonyme par actions, consentant des prêts de 1 à 25 ans, en vue de faciliter l'aménagement, la transformation, l'amélioration d'entreprises et d'outillages industriels, la création d'entreprises nouvelles, l'exploitation de brevets, etc... Cet établissement sera doté d'une somme de 5 millions, versée par la Banque de France au Trésor, en vertu de la Convention additionnelle du 20 Novembre 1911 (Loi du 29 Décembre 1912).

IV. Pour assurer au commerce les avantages du crédit à long terme (« le crédit Industriel de France » ne s'adressant qu'à la seule industrie) le quatrième titre du projet propose « des Banques de participation » qui soutiendront les entreprises commerciales, soit en souscrivant des actions, des parts de commanditaires, des obligations, soit en consentant des prêts à plus de 2 ans d'échéance ou en cautionnant des emprunts d'une durée au moins égale. A l'inverse des Banques populaires et du « Crédit Industriel de France », ces sociétés, constituées sous la forme de sociétés anonymes par actions, ne bénéficient d'aucune subvention de l'Etat, mais seulement d'exemptions fiscales.

V. Dispositions Générales : Nationalité des souscripteurs et administrateurs, rapports avec l'Enregistrement, etc...

Sociétés de caution mutuelle.

Les deux premiers titres du projet appellent spécialement l'attention parce qu'ils ont repris dans le texte de la loi du 13 Mars 1917.

Le rôle respectif des deux institutions: Sociétés de caution mutuelle et Banque populaire est bien différent. «L'objet des premières est d'aider leurs membres à obtenir du crédit à court terme en leur facilitant l'accès, soit des Banques populaires, soit de tous autres établissements de Crédit» (1). Elles ne fournissent pas directement le crédit, elles se bornent à renforcer, par la garantie de leur signature sociale, la capacité de crédit de chacun des sociétaires ; aussi seront-elles surtout utiles aux plus modestes parmi les petits commerçants et artisans, à ceux qui n'offriraient pas par eux-mêmes la surface voulue pour devenir clients soit des banques populaires soit des autres banques.

Le fait, pour les sociétés de caution mutuelle, d'être une institution de superposition vis-à-vis des établissements qui procurent le crédit, leur a valu la critique de ceux qui sont avant tout partisans du bon marché, dans les services d'ordre bancaire à rendre au petit commerce et à la petite industrie. La société de caution mutuelle se trouve en effet dans la nécessité de prélever une commission lorsqu'elle avalise les effets de commerce de ses membres, et cela pour couvrir ses frais généraux, pour rémunérer le capital social, pour se constituer des réserves, qui la mettent à l'abri

(1) Commentaire de l'art. 1 du projet par M. Landry, député-rapporteur.

des risques éventuels et lui évitent de faire appel de suite à la responsabilité statutaire des associés. Cette commission assez élevée, venant s'ajouter à l'intérêt que prendra ensuite la Banque qui négociera le papier avalisé rendra le crédit plus onéreux à ceux qui justement, par suite de la modicité de leurs ressources auraient grand besoin de bénéficier d'un minimum de frais.

Aussi les adversaires de ce régime dualiste proposent-ils, pour conserver l'avantage qu'offre la société de caution mutuelle d'un capital social versé, formant un gage spécialement affecté à la garantie des effets avalisés, de conserver par un organisme approprié cette garantie dans le sein même d'une banque populaire. Dans ce but une partie du capital social de la Banque serait réservé sans pouvoir être engagé dans les opérations courantes d'escompte et d'avances (1).

D'autres, estimant que la constitution d'une garantie réelle affectée à certaines transactions est contraire à la notion de crédit personnel, demandent, que par l'adoption d'un régime juridique approprié, les Banques Populaires jouent pour elles-mêmes le rôle de syndicats de garantie qu'assument les sociétés de caution mutuelle. La méthode proposée a été expérimentée par les banques populaires allemandes, (2)

(1) Ce système a été appliqué en Allemagne, notamment à Hambourg, par la Vertrauens Kasse. Voir: « Les Prêts d'honneur », par M. Dufourmantelle, p. 216. Paris, Brière et Girard, 1913.

(2) Rapport du docteur Hans Crüger, Syndic de la Fédération Générale des Associations Coopératives Allemandes, au Congrès International du crédit populaire. Paris, 1900. Actes du Congrès, n° 101.

autrichiennes, (1) et russes (2) elle consiste dans l'adoption du principe de la responsabilité mixte qui fait que les membres sont responsables des engagements sociaux, et par suite des conséquences collectives de leurs responsabilités individuelles, non seulement à concurrence de leurs mises, mais en outre pour une somme de garantie éventuelle au delà du chiffre de leur souscription. Par ce moyen on évitera le rouage latéral que constituent les sociétés de caution mutuelle tout en obtenant pour la sécurité des opérations une garantie singulièrement plus étendue.

Banques Populaires.

L'organisation et le fonctionnement des Banques populaires telles que les prévoyait le titre II du projet, sont caractéristiques de certaines tendances que l'initiative gouvernementale a imprimées aux Institutions qui nous occupent, et qui ont en partie subsisté dans les textes actuellement en vigueur, bien qu'elles aient rencontré la réprobation de nombreux partisans dévoués à la cause du crédit populaire urbain.

Les Banques qui voudront bénéficier des avantages du projet de loi ne devront faire d'opérations qu'avec les commerçants, industriels, fabricants et artisans,

(1) Rapport de M. Carl Wrabetz, membre du Parlement Autrichien Syndic. de la Fédération Générale des Coopératives Allemandes en Autriche au même congrès, Paris, 1900. Actes du Congrès, p. 223.

(2) Rapport de M. Tchouproff, conseiller d'Etat, professeur à l'Université de Moscou, au même Congrès de Paris, 1900. Actes du Congrès : page 710 et suivantes.

pour l'exercice normal de leur commerce, de leur industrie, de leur métier. Cette énumération est très limitative, elle écarte des guichets de la banque populaire : les agriculteurs, les employés, les ouvriers, les personnes exerçant une profession libérale ou sans profession. Ce faisant le législateur français s'éloigne très nettement du principe adopté en Allemagne et en Italie, pour réciter que ces deux pays, où toutes les catégories sociales sont acceptées comme clientèle des établissements de crédit populaire ; dans notre pays, l'on avait successivement organisé le crédit agricole, le crédit immobilier, le crédit maritime et le projet de loi de 1912 ne visait qu'à compléter l'ensemble de nos institutions en cette matière, par la création d'organes spécialement destinés au commerce et à l'industrie. Cette limitation reparaitra très nette dans le titre de la loi de 1917 qui vise exclusivement « le petit et le moyen commerce, la petite et la moyennement industrie ».

Un second point saillant du projet de loi c'est l'aide de l'Etat sous forme d'avances gratuites pour 3 ans et renouvelables. Comme conséquence de cette méthode, qui consiste à gratifier les banques populaires d'un fonds d'exploitation procuré par l'Etat, il n'est rien dit dans le projet au sujet des dépôts, qui jouent pourtant un rôle capital dans la vie d'un établissement de crédit. Les adversaires du concours financier de l'Etat n'ont pas manqué de souligner ce fait qui révèle une certaine antinomie entre l'aide gratuite de l'Etat et les dépôts : pourquoi rechercher au prix d'un intérêt si modique soit-il, les capitaux qui peu-

vent être obtenus sans aucun frais ? Or on peut accepter que l'intervention étatiste facilite les débuts de l'institution, mais non pas qu'elle paralyse une branche de son activité, qui en disparaissant lui ferait perdre son caractère propre.

§ II. Loi du 13 Mars 1917 ayant pour objet « L'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie ».

D'après les rapports qui ont précédé le vote de cette loi, on pouvait espérer que le législateur entendait créer « un type nouveau de sociétés ne rentrant pas dans le cadre de la loi de 1867 » (1). En réalité les points qui ont été précisés dans le texte définitif sont si peu nombreux, que pour fonder et faire fonctionner les sociétés de caution mutuelle et les Banques Populaires auxquelles la loi s'applique, il faudra nécessairement avoir recours à la législation antérieure. Il n'est pas douteux cependant qu'à l'imitation de ce qui avait été réalisé en matière de crédit agricole (loi du 5 Novembre 1894) la pensée dominante dans les travaux qui ont abouti au vote du texte de 1917, ait été de créer en faveur du petit commerce et de la petite industrie des types simplifiés de sociétés, organismes plus souples que ceux du droit commun, avec des facilité de constitution et de fonctionnement ; certaines dispositions de la loi nouvelle sont si nettement inspirées de celles consacrées par la loi de 1894 —

(1) Rapport Landry, Documents parlementaires, Chambre 1913, (Séance extraordinaire, n° 3250 sur l'article 10).

dont quelques articles sont textuellement reproduits — que l'analogie du but poursuivi ne peut être mise en doute.

Mais en raison même de la brièveté de la loi du 13 Mars 1917, il est impossible d'admettre que les deux organismes, sur lesquels repose l'institution du crédit urbain, constituent des sociétés d'un « type nouveau » et pour tous les points laissés sous silence, il sera nécessaire, et utile en même temps, de se référer en ce qui les concerne, aux dispositions générales du Code de Commerce et de la loi de 1867. Celle-ci s'appliquera notamment du fait que ces institutions de crédit adopteront la variabilité du capital, qui est comme on l'a vu, la forme qui leur convient le mieux — et d'ailleurs la seule légalement autorisée pour les sociétés de caution mutuelle, art. 2 § 3 — tout en observant que les quelques prescriptions de la loi de 1917 modifiant celles contenues dans le texte de 1867, devront être respectées, sous peine de perdre le bénéfice des avantages qu'elle confère.

I. Sociétés de Caution Mutuelle.

C'est en matière de sociétés de caution mutuelle que les exceptions à la loi de 1867 sont les plus nombreuses, plusieurs articles de cette dernière sont nettement supprimés.

Tel l'article 49 suivant lequel le capital social ne pourra être fixé par les statuts constitutifs à un chiffre supérieur à 200.000 frs ce maximum étant également imposé pour les augmentations annuelles. Ces restrictions, ne concernant que les sociétés par actions,

ne s'appliquent pas aux sociétés de caution mutuelle dont le capital est formé de parts nominatives. En effet l'art. 1^{er} § 3 et 4 de la loi de 1917 stipule que « le capital est formé de parts nominatives, d'un minimum de 50 frs auxquelles peuvent souscrire des membres non participants n'ayant droit qu'à la rémunération de leurs apports ; la société n'est constituée qu'après versement du quart du capital souscrit. Le législateur s'est servi intentionnellement dans ce texte du mot « part » en évitant le mot « action », pour bien préciser que la société de caution mutuelle se fondant sur la connaissance et la confiance réciproque des associés, constitue avant tout une société de personnes, dont la valeur morale repose sur les qualités individuelles, « intuitu personae », et dans laquelle les parts sociales ne pourront être transmises qu'exceptionnellement et avec l'assentiment formel du Conseil d'administration, ou des associés eux-mêmes s'ils ne sont pas trop nombreux.

Le minimum de 50 frs des parts, de même que le versement du quart exigé, du capital souscrit sont deux modifications aux dispositions de la loi de 1867, complétée par celle du 1 Août 1893. Cette dernière avait en effet ramené le minimum des actions de 50 à 25 frs pour les sociétés à capital variable, et la loi de 1867 art. 51, § 3, n'exigeait pour la constitution définitive de la société que le versement du dixième du capital. La mesure édictée en 1917 s'explique par le nombre généralement restreint des membres des sociétés de caution mutuelle et a pour but de leur assurer dès les débuts une plus grande surface.

Les articles 51 § 1 et 2 et 52 de la loi de 1867 sont également supprimés qui permettent aux statuts de limiter la faculté de retraite des associés. En effet l'art. 2 § 3 de la loi de 1917 prévoit que « les statuts réservent aux sociétaires le droit de se retirer et de réclamer le montant des parts leur appartenant » sans que la considération de maintenir le capital social à un certain niveau, puisse être invoquée contre eux. Cette clause impérative supprime toute difficulté d'interprétation de la phrase « à moins de conventions contraires » contenue dans la loi de 1867 : dans les sociétés de caution mutuelle le libre droit de retraite des associés doit être statutairement affirmé.

L'art 52 § 3 de la loi de 1867 impose la responsabilité quinquennale envers les associés et les tiers, de toutes les obligations de la société, au membre qui cesse d'en faire partie soit volontairement, soit par exclusion. Cette rigueur disparaît dans la loi de 1917 qui laisse aux statuts le soin de régler « l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires » art. 2 § 2. Sans préjuger de la modalité qui sera adoptée par ces institutions il semble que leur intérêt est de choisir la responsabilité illimitée de leurs sociétaires, afin de renforcer leur surface de garantie : ce principe qui pourrait être de nature à effrayer les membres d'une association très étendue ne présente pas les mêmes inconvénients dans un groupement très restreint ou chacun se connaît et peut contrôler les opérations engagées, avec la faculté de se retirer si elles paraissent hasardeuses.

Une grande facilité accordée par l'art. II de la loi

de 1917 aux sociétés de caution mutuelle qui constitue encore une exception à celle de 1867, c'est la dispense de l'intervention du notaire pour la constatation de la souscription du capital de fondation et du versement de la portion légalement exigée de ce capital ; c'est l'assemblée constitutive qui se chargera de cette double vérification, ce qui réalisera une économie sensible pour une société modeste à ses débuts. De cette disposition, il s'ensuit également que les art. 27 et 30 de la loi de 1867 qui règlent les conditions de validité de l'assemblée générale constitutive (représentation de la moitié au moins du capital social) ne sont pas applicables aux sociétés de caution mutuelle, dont les statuts conservent la plus grande latitude à ce sujet.

* * *

A côté des exceptions déjà mentionnées et qui sont spéciales aux sociétés de caution mutuelle, d'autres leur sont communes avec les Banques Populaires et font l'objet des art. 7 et 8 de la loi de 1917. Les formalités de publicité qui sont très onéreuses et avaient pour beaucoup contribué à entraver le développement des institutions de crédit populaire en France, ont été remplacées par un simple dépôt en quatre exemplaires, des statuts avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires indiquant leur nom, profession, domicile, et le montant de chaque souscription ; ce dépôt doit être effectué au greffe de la justice de paix du canton — (art. 7). — D'autre part, les sociétés de caution mutuelle et les Banques Populaires dont les statuts et le fonctionnement sont

reconnus conformes aux dispositions de la loi de 1917, sont exemptées, par exception au droit commun de l'impôt de la patente, ainsi que de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières — (art. 8). — La loi du 7 Août 1920 a ajouté sur ce point « et de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles ».

La loi du 13 Mars 1917 a pour caractéristique d'être très brève : le titre I qui concerne les sociétés de caution mutuelle comprend neuf articles (dont 2 communs avec les Banques populaires) aussi en dehors des quelques dispositions spéciales précédemment indiquées, les statuts ont toute latitude pour fixer les points que le législateur a passés sous silence. Le décret du 31 Janvier 1918, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi de 1917, n'impose aux statuts que deux obligations (art. 1^{er} § 3 et 4) : spécifier expressément 1) la durée de la société et la circonscription territoriale à laquelle s'étendent ses opérations, 2) le nombre de voix dont dispose chaque sociétaire dans les assemblées générales en égard au nombre de parts dont il est titulaire, et le nombre maximum de voix qu'il peut avoir, quelque soit celui de ses parts.

Pour tous les autres points qui n'ont pas été spécialement fixés par la loi nouvelle, les dispositions du titre III de la loi de 1867 sont de droit applicables par suite du caractère de sociétés à capital variable des institutions qui nous occupent. Les fondateurs auront donc intérêt à s'y référer pour l'élaboration de leurs statuts : notamment l'art. 52 § 2 visant le droit d'ex-

clusion d'un sociétaire par l'assemblée générale, l'art. 53, touchant à la représentation en justice par les administrateurs, l'art. 54 précisant que la société ne sera pas dissoute par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un de ses associés, pourront être textuellement reproduits.

Quelques dispositions de la loi qui n'ont pas été touchées par les remarques précédentes, doivent être signalées pour en avoir un aperçu exact. L'art 1^{er} détermine l'objet des sociétés de caution mutuelle qui sera exclusivement « l'aval et l'endos des effets de commerce et billets souscrits ou endossés par leurs membres, à raison de leurs opérations professionnelles ». En ce qui concerne l'aval donné sur les effets créés par un sociétaire, aucune difficulté ne se présente, car l'effet avalisé demeure la propriété de celui qui en est le créateur ou le porteur, et qui obtient seulement une garantie supplémentaire devant lui en faciliter la négociation.

Par contre il est plus difficile de concevoir comment la société endossera les effets ou billets qui lui seront présentés et qu'elle devra réescompter elle-même par la suite. L'endossement régulier est en effet translatif de propriété (art. 136 du Code de Commerce) il suppose que la société a payé au porteur le montant de sa-cession, or elle ne possède aucun fonds à ce destiné. L'art 4 de la loi stipule très nettement que le capital de même que le fonds de réserve est affecté à la garantie des effets avalisés ou endossés par la société... les Administrateurs sont tenus, avant de commencer à donner aucun aval ou endos, d'énon-

êr dans une déclaration déposée en double au greffe de la justice de paix l'emploi qu'ils ont fait du capital (placement en valeurs ou dépôt en Banque)... Chaque année, une déclaration dans les mêmes formes, doit faire connaître l'emploi du capital et du fonds de réserve ». Si en vertu de cette disposition les capitaux de la société sont ainsi immobilisés, l'endos qu'elle donnera sera de pure forme ; son rôle se réduira à celui d'un intermédiaire entre le porteur et l'établissement réescompteur. Pour atteindre le but que le législateur se propose, de rendre bancables par l'apposition de la signature de la société de caution mutuelle, des effets qui sans cela ne présenteraient pas une garantie suffisante aux yeux de la Banque à qui l'on veut les négocier, il semble que l'opération très simple de l'aval doive être préférée à un endos irrégulier.

Pour éviter que la défaillance d'un membre ne mette en mauvaise posture la société qui l'aurait cautionné, l'art 3 de la loi de 1917 prévoit que les statuts exigeront « que le Conseil d'Administration détermine pour chaque sociétaire le montant maximum des avals ou endos qui peuvent être accordés et limite la durée pour laquelle ils sont donnés ». Et le même article ajoute que le Conseil d'Administration peut refuser la signature qui lui est demandée ; tout en restant au dessous de cette limite, il peut se produire en effet une modification dans la situation d'un sociétaire par suite de spéculation malheureuse, d'une crise dans la branche qu'il exploite, etc... et qu'il devienne de ce fait une source de risques pour la société, dans

ce cas le Conseil d'Administration pourra demander toute garantie supplémentaire qu'il jugera utile. (art. 3 § 2 .

L'art. V laisse aux statuts toute liberté pour fixer le tarif des prélèvements et commissions perçus par la société à l'occasion de ses opérations et fixe l'emploi des bénéfices suivant les principes propres de la coopération qui ont été exposés plus haut : après acquittement des frais généraux, ces excédents donnent lieu à un prélèvement pour la constitution d'un fonds de réserve (10 % jusqu'à ce que la moitié du capital soit atteinte) puis au service de l'intérêt dû aux sociétaires sur les versements effectués sur leur parts — sans que le taux de 4 % puisse être dépassé — enfin à la ristourne du surplus au prorata des retenues subies.

Le dernier paragraphe de cet article V prévoit le cas de dissolution de la société «le fonds de réserve et le reste de l'actif net sont partagés entre les sociétaires, proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit». Cette dernière suggestion a déjà été signalée comme la solution la plus conforme à l'esprit de l'institution, qui à aucun moment ne doit se proposer comme but la réalisation d'un bénéfice au profit des détenteurs de parts sociales.

Banques Populaires.

Les prescriptions légales concernant les Banques Populaires, qui assument le principal rôle dans la diffusion du crédit coopératif commercial, se réduisent

aux quatre articles du titre II de la loi du 13 Mars 1917 et aux quatre articles de la loi complémentaire du 7 Août 1920. C'est dire que les dispositions spéciales qui doivent leur être appliquées se trouvent ramenées au minimum; la promesse contenue dans le rapport Landry, de créer un type nouveau de société, a donc été, plus encore qu'en ce qui concerne les sociétés de caution mutuelle, mise de côté. Devant ce silence du texte légal, le règlement d'administration publique du 31 Janvier 1918 a jugé nécessaire de mentionner certains points, sur lesquels les statuts auront l'obligation de se prononcer, ainsi qu'il sera indiqué au cours de l'étude de la loi (1).

Le titre II comprend les articles 10, 11, 12 et 13.

* * *

L'article 10, après avoir rappelé que les conditions de publicité et les exemptions fiscales mentionnées aux art. 7 et 8 s'appliquent également aux Banques Populaires spécifie que « leur capital doit être constitué par sept souscripteurs au moins ». C'est là une prescription qui se trouvait déjà dans la loi du 23 Mai 1863 sur les sociétés à responsabilité limitée et qui a été reproduite pour les sociétés anonymes dans la loi de 1867 (art. 21 et 23). Il pourrait sembler qu'il n'y avait pas à craindre qu'une banque populaire à capital variable réunit moins de sept actionnaires ;

(1) Il convient de remarquer que les fondateurs d'une banque populaire peuvent à leur gré se placer sous le régime de la seule loi de 1917, en comblant ses lacunes par des dispositions statutaires, suivant les principes généraux du droit — soit se placer sous le régime mixte des lois de 1867 et de 1917, dans le cas notamment où ils adopteront la forme de société à capital variable, ce qui aura pour conséquence de leur rendre applicable les dispositions du titre III de la loi de 1867.

on conçoit difficilement qu'une institution coopérative destinée à faire bénéficier le plus grand nombre des conditions avantageuses auxquelles elle distribue le crédit puisse se fonder avec moins de sept souscripteurs ou se trouver ramenée par la suite au-dessous de ce chiffre. Et pourtant c'est l'unique condition, peut-on dire, que le législateur ait imposée pour la constitution d'une banque populaire.

La dispense de l'intervention du notaire, signalée en faveur des sociétés de caution mutuelle, pour la déclaration du capital souscrit et des versements statutaires effectués, n'a pas été reproduite à l'égard des Banques Populaires; c'est une formalité coûteuse qui ne peut être évitée.

Quelle sera la nature juridique de la part sociale ? La loi ne l'indique pas explicitement, elle se borne à spécifier que les souscriptions pourront être inégales, et qu'en dehors des membres qui participent aux opérations de la Banque, pourront également souscrire des membres non participants, n'ayant droit qu'à la rémunération de leurs apports. Art. 40, § 4).

A la différence de ce qui a été dit, concernant les sociétés de caution mutuelle, on peut admettre que dans les Banques Populaires le lien personnel entre les associés soit moins étroit. Dans la pratique leur rayon d'action étant beaucoup plus vaste, le nombre des adhérents pourra s'accroître rapidement, la forme qui conviendra le mieux à ces sociétés sera celle de « société anonyme » ; la part sociale sera donc « l'action » dont les statuts détermineront le montant lors de la fixation du chiffre du capital ; de cette façon l'associé

qui voudra s'intéresser plus largement à la Banque en formation se portera souscripteur de plusieurs titres.

Il était à craindre néanmoins que profitant du silence de la loi, certains actionnaires, réunissant entre leurs mains, par suite de cessions ultérieures une grande quantité de parts sociales, ne réussissent à créer une majorité en Assemblée Générale, pour obtenir la liquidation de la société et le partage de ses réserves — partage qui sauf stipulations contraires des statuts est effectué au prorata des actions possédées. — Ce procédé contraire à l'esprit coopératif de l'institution se trouvait favorisé de ce fait que la loi acceptait comme actionnaires des membres non participants, qui pouvaient venir le jour de la liquidation se repartir des réserves à la constitution desquelles ils n'avaient en rien contribué. Pour prémunir les Banques Populaires contre ce danger le règlement d'administration publique du 31 Janvier 1918, décrète dans son article II, que « Les parts des sociétaires seront toujours nominatives, que lorsqu'elles seront négociables, elle ne pourront être transférées qu'avec l'agrément du Conseil d'Administration ». De cette façon il sera toujours possible d'éviter que les actions ne deviennent la propriété d'associés désireux de voir une banque coopérative prospère, prendre une orientation différente de celle que lui avaient imprimée ses fondateurs.

En ce qui concerne la responsabilité des actionnaires de la Banque Populaire le § 1 in fine de l'art. 10 répète textuellement l'art. II § 2 relatif aux sociétés

de caution mutuelle « Les statuts règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la société ». D'après cette disposition légale les fondateurs sont donc libres de choisir entre les trois modalités déjà indiquées : responsabilité limitée du montant des parts acquises — responsabilité mixte, à concurrence d'un multiple de ces parts, ou d'une somme fixée au-dessus du chiffre de chacune d'elles — soit enfin responsabilité illimitée sur tous les biens. — Les raisons qui ont milité en faveur de l'adoption de ce dernier mode pour les sociétés de caution mutuelle ne se retrouvent pas en ce qui concerne les banques populaires avec la même force probante, tout au moins pour celles qui ne limiteront pas aux seuls actionnaires les opérations d'avances et d'escompte susceptibles d'occasionner des pertes. Par contre la responsabilité strictement limitée au montant des parts sociales, n'offre pas pour les tiers traitant avec la Banque ou lui confiant leurs dépôts une garantie très large surtout à l'origine de la société, quand le capital est assez faible, aussi semble-t-il que le mode de responsabilité mixte doive être conseillé.

La question a d'ailleurs été tranchée en ce sens par le décret du 31 Janvier 1918 art. 4 § 11 : « Dans le cas où, la Banque Populaire étant constituée sous le régime de la responsabilité limitée — par opposition à responsabilité illimitée — les sociétaires sont néanmoins tenus statutairement à garantir, dans une certaine mesure et en plus de leurs souscriptions de parts, les engagements de la société, une évaluation en ar-

gent de la garantie complémentaire totale que représente cette obligation».

La loi de 1917 ne dit rien au sujet de la limitation du capital de fondation non plus que de ses augmentations successives. C'est donc l'article 49 de la loi de 1867 qui doit être appliqué pour les Banques Populaires ayant adopté la variabilité du capital: « Le capital social ne pourra être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de la somme de 200.000 Frs. Il pourra être augmenté par des délibérations de l'Assemblée Générale prises d'année en année, chacune des augmentations ne pourra être supérieure à 200.000 Frs ».

Cette limitation, qui pouvait paraître sage en ce sens qu'elle mettait en garde contre le mirage d'entreprises hasardeuses ou mal assurées et contre un développement trop hâtif, peut également présenter des inconvénients. Le capital est en effet la base et le premier moyen d'action d'une banque, à défaut des dépôts qui peuvent ne pas affluer dès la première heure ; d'autre part, ainsi qu'on le verra plus loin, l'aide temporaire que ces institutions reçoivent à leurs débuts de l'Etat, sous forme de subvention gratuite, est proportionnée au chiffre du capital. Pour ces raisons, la limite fixée en 1867 a donc paru étroite pour une banque dont la clientèle est susceptible de s'accroître et les opérations de s'étendre. Semblable remarque avait d'ailleurs déjà donné lieu à une dérogation en faveur des sociétés coopératives d'habitations à bon marché pour lesquelles la loi du 23 Décembre 1912 avait porté le maximum antérieurement fixé

de 200 à 500.000 Frs. Les demandes répétées tendant à faire bénéficier les Banques Populaires d'une mesure analogue ont obtenu satisfaction par la loi du 7 Août 1920, complétant et modifiant celle du 13 Mars 1917, en son article 1^{er} : « Par dérogation aux dispositions de l'art. 49 de la loi du 24 Juillet 1867 sur les sociétés, le capital des banques populaires formées en conformité de la loi du 13 mars 1917, qui adopteront la forme de sociétés à capital variable, pourra être porté par les statuts constitutifs à 500.000 francs, et chacune des augmentations de capital effectuées d'année en année pourra atteindre la même somme ».

Quel que soit le chiffre fixé, du moment qu'il y a une limite, il pourra arriver, le capital social étant entièrement souscrit, qu'un nouvel adhérent se présente pour prendre une part dans la société, soit pour apporter sa contribution à une œuvre sociale, soit plus souvent pour être admis à bénéficier des avantages de l'institution coopérative pour l'escompte de son papier ou pour obtenir une avance.

Dans le premier cas — actionnaire ne participant pas aux opérations de la banque — on ne pourra qu'inscrire la demande en vue de la plus prochaine augmentation de capital, c'est-à-dire jusqu'à la réunion de l'assemblée générale annuelle. Dans le second cas — demandeur désirant contracter une avance ou présenter des effets à l'escompte — il faut envisager deux hypothèses : dans la première, qui sera la plus courante, où la Banque aura statutairement décidé de faire ces opérations même avec des non-sociétaires,

la solution sera simple ; le nouveau client sera accepté et invité seulement pour la garantie de la société et le renforcement du capital, à souscrire à la première occasion. Dans la seconde hypothèse, la question est plus délicate, c'est celle où la banque a adopté la forme d'association mutuelle, ne faisant d'opérations qu'avec ses membres ; devra-t-elle repousser une demande d'avance ou d'escompte, susceptible de fournir un emploi productif aux disponibilités qu'elle peut avoir, pour la seule raison que le nouveau venu ne pourra souscrire l'action de 100 francs, qui lui conférerait le bénéfice des tarifs pratiqués par l'instituton de crédit populaire ? et si le postulant présente les qualités requises pour justifier l'obtention d'un crédit personnel, le renverra-t-on aux établissements qui ne pourront l'accepter qu'à des conditions plus onéreuses ou lui demanderont de fournir des garanties réelles qu'il est incapable de donner ? La situation paraît sans issue si l'on se borne à la lettre des divers textes légaux, mais pour hypothétique que soit le cas prévu, il semble qu'une solution puisse être néanmoins suggérée, qui ne soit contraire ni à l'esprit de la loi, ni au caractère coopératif des établissements de crédit urbain.

La loi de 1867, art. 52 § 2 permet en effet à l'assemblée générale de décider, à la majorité fixée pour la modification des statuts l'exclusion d'un ou de plusieurs associés ; pourquoi le législateur n'autoriserait-il pas le Conseil d'Administration à user, pour des raisons différentes, du droit moins rigoureux de reprendre aux plus forts actionnaires, et suivant tirage

au sort s'il y a lieu, quelques-unes de leurs actions au profit de nouveaux adhérents, tout en donnant aux titulaires ainsi dépossédés un droit de priorité pour la première augmentation de capital, et en faisant toutes réserves jugées utiles, pour qu'au cas d'une dissolution imprévue de la société, ils puissent venir sans être lésés, à la répartition du patrimoine de la Banque ? (1).

* * *

Le § 2 de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917 prévoit le mode de distribution des bénéfices de la société. Le législateur a répété dans cet article le principe de la limitation de l'intérêt déjà rencontré à propos des sociétés de caution mutuelle, c'est là un caractère commun à deux institutions créées en vue d'un même but; c'est aussi le corollaire de la clause contenue dans le § 1^{er}. « Peuvent souscrire, en dehors des membres qui participent aux avantages de la société, des membres non participants, qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports », la loi n'a pas voulu que ces bailleurs de fonds prissent sur les bénéfices réalisés plus que le taux normal du loyer de l'argent. C'est par ce caractère que les sociétés coopératives de crédit se distinguent nettement des sociétés de crédit capitalistes, dans lesquelles le dividende réparti aux actions varie et s'accroît suivant les bénéfices réalisés. La limitation imposée par le législateur présente également l'avantage d'assurer une plus grande stabilité

(1) Cette idée a été émise par M. Georges Piot, avocat à la Cour d'Appel de Paris, dans un rapport présenté le 4 Juillet 1920, au 18^e Congrès du crédit populaire à Metz.

dans le cours des actions et d'éviter l'agiotage et les fluctuations dont donnent le spectacle les autres valeurs sur l'annonce d'une distribution de dividendes plus ou moins élevés. La loi de 1917 avait fixé à 5 % le maximum de l'intérêt que pouvait recevoir le capital; devant la hausse du loyer de l'argent et afin que cette mesure ne constituât pas un empêchement à l'expansion des institutions en voie de formation, la loi du 7 août 1920 a porté à 6 % ce taux maximum.

La situation de l'actionnaire dans une banque populaire est bien différente selon qu'il en est ou n'en est pas le client pour ses opérations bancaires. S'il n'est pas client, il se présente comme un simple bailleur de fonds, se différenciant cependant de l'obligataire ordinaire, qui a pour garantie du service de l'intérêt fixe et de l'amortissement, le capital-actions; par contre il a sur l'obligataire l'avantage d'une répartition éventuelle des réserves, en sus du remboursement de son titre, lors de la dissolution de la société (sauf le cas déjà indiqué, où les statuts auront prévu l'affectation de ces réserves à une œuvre d'utilité sociale).

Si au contraire l'actionnaire est en même temps client de la Banque populaire pour les opérations de son négoce, le maximum légal ne représente pas pour lui la limite de son intérêt, car ce qu'il ne touche pas comme actionnaire, lui revient comme client, ainsi que le décide le § 2 in fine de l'art. 10: « Le surplus des bénéfices, après attribution aux réserves, doit être réparti entre les clients de la banque, au prorata des prélèvements de toute sorte qu'ils ont subis ». Ce

procédé incitera les sociétaires à confier toutes leurs affaires à la seule banque populaire, et c'est là une considération très importante: un établissement financier préfère toujours pour sa sécurité connaître exactement la situation de son client, mais comme il demande des sûretés réelles en garantie des transactions qu'il effectue, le risque ne commence pour lui que lorsqu'il dépasse le montant du gage dont il est nanti. En matière de crédit personnel il en est tout différemment: la banque populaire qui a consenti à un emprunteur le crédit maximum dont elle le croit digne est essentiellement intéressée à ce qu'il n'aille pas contracter ailleurs, à des taux onéreux ou pour des entreprises hasardeuses, de nouvelles avances, susceptibles de l'entraîner à sa perte et de compromettre ainsi une partie du patrimoine social.

Sur la question des réserves, la plus grande latitude est laissée aux fondateurs de la banque; ils devront, on l'a vu, s'inspirer pour fixer statutairement le pourcentage à affecter tant à la réserve légale qu'aux réserves spéciales, de deux principes opposés: l'un qui demande d'assurer contre les défaillances possibles des emprunteurs, le remboursement par la banque des avances reçues de l'Etat, lors qu'elles viendront à échéance; l'autre qui exige, pour la sauvegarde du caractère coopératif de l'association, que l'on ne retranche des bénéfices que le strict minimum, afin de ne pas trop amoindrir le chiffre destiné à la ris-tourne au profit des sociétaires actifs.

Le § 3 de l'article 10 donne une énumération limi-
*
*

tative des seules personnes admises à faire des opérations avec la Banque Populaire: « commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier ». La loi de 1917 ne se propose que « d'organiser le crédit au profit du petit et moyen commerce, de la petite et moyennement industrie »: c'est une application déjà mentionnée plus haut, de la conception française du crédit populaire par tranches et par compartiments fermés, dont les lois sur le crédit agricole avaient été un premier exemple. Cette organisation a soulevé bien des critiques et ses adversaires n'ont pas manqué de souligner les situations parfois paradoxales auxquelles elle aboutit. M. Dufourmantelle s'exprimait à ce sujet en ces termes au congrès du crédit populaire tenu à Metz en juillet 1920: « Supposons un petit propriétaires ayant une réparation ou un travail d'entretien à faire dans son immeuble et auquel manquent en tout ou en partie les fonds nécessaires: faute de pouvoir s'adresser à une banque populaire, à défaut d'autre établissement de crédit lui faisant des conditions acceptables, ou bien il ne fera pas les réparations, ou bien il les fera incomplètement. Au contraire, le maçon, le peintre, le serrurier, le plombier chargés de faire ces travaux de réparation ou d'entretien, pourront-ils recourir au crédit de la banque populaire pour se procurer les matériaux ou les outils dont ils auront besoin pour exécuter la commande du propriétaire ? De telle sorte qu'on arrivera à cette constatation un peu paradoxale, qu'en l'état de notre lé-

gislation actuelle sur le crédit populaire, les intérêts mis en jeu par une même opération seront d'un côté pris en considération et de l'autre ne le seront pas » (1).

Quant à déterminer ce qu'il faut entendre par petit et moyen commerce, petite en moyenne industrie, il n'y a pas de critérium juridique ou social qui permette de le faire avec une précision mathématique, on devra s'en rapporter suivant la nature de l'entreprise, au nombre d'employés occupés, ou au chiffre du loyer professionnel ou encore des diverses impositions.

Quelles sont les opérations que les Banques Populaires ne doivent traiter qu'avec les commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales ? — Ce sont toutes celles au moyen desquelles se dispense le crédit et notamment les avances et l'escompte. La loi a tenu à préciser dans ce même § 3 de l'art. 10, que les dépôts de fonds ne sont pas compris dans cette catégorie d'opérations : « Toutefois elles (les Banques Populaires) peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes et sociétés ». Cette mesure s'explique aisément par l'importance qu'ont ces dépôts pour toute institution de crédit ; le capital étant vite immobilisé, c'est dans la mesure seulement où des versements de fonds seront effectués dans ses caisses que la Banque pourra renouveler ses opérations, et c'est la différence entre le taux d'intérêt servi

(1) Actes du Congrès. Séance du 4 Juillet 1920, page 166.

Discours de M. Dufourmantelle, Président du Comité Technique et du Centre Fédératif du Crédit Populaire en France.

aux déposants et celui demandé aux emprunteurs qui constituera le plus sensible bénéfice de l'entreprise.

Vouloir n'accepter de dépôts que des seuls petits industriels et commerçants serait chimérique; comment attendre de ceux-là précisément qui ont besoin d'argent pour leurs affaires qu'ils apportent à la banque des fonds pour une certaine durée ? Ce que le législateur a en vue en parlant de dépôts, ce ne sont pas en effet les versements que viendront faire les titulaires de compte en fin de journée ou en fin de semaine, pour ne pas garder d'argent chez eux, quitte à en prélever le montant quelques jours après pour payer une échéance; ces versements-là ne restent à la Banque que trop peu de temps pour pouvoir être engagés dans une opération quelconque. Les dépôts visés à l'art. précité ce sont les disponibilités qu'ont à certaines époques de l'année, à la suite de rentrées et en prévision des achats les commerçants, les industriels; ces capitaux ne peuvent être placés en valeur mobilières qu'il faudrait revendre peu après, ces opérations entraînant des frais hors de proportion avec le bénéfice toujours aléatoire que l'on pourrait en espérer; par contre le placement qui convient le mieux à ces disponibilités c'est le dépôt en banque, ou elles bénéficieront d'un léger intérêt tout en restant à la disposition de leurs propriétaires qui pourront les retirer, soit à vue, soit avec un préavis suivant les conventions intervenues.

C'est donc à juste titre et dans l'intérêt même des Banques Populaires que la loi les autorise à recevoir de toutes personnes et sociétés le fonds de roulement

nécessaire à la continuité de leurs négociations. Mais de ce que le texte ne parle que de « dépôts » devra-t-on refuser à ceux qui les auront effectués et ne rentreront pas dans la catégorie des petits commerçants et industriels, certaines opérations qui sont de pratique courante en matière de banque pour les titulaires d'un compte de dépôt de fonds, telles que délivrance de lettres de crédit, de chèques indirects, de virements, etc.? Cette rigueur ne se justifierait pas, car l'esprit de la loi est de réserver à certains bénéficiaires la distribution du crédit, or les opérations qui viennent d'être énumérées ne participent en rien de ce caractère, elles ne constituent qu'une modalité de retrait des sommes déposées, soit au profit du titulaire du compte soit de ses correspondants. Il sera bon toutefois que les statuts précisent ce point, puisqu'aux termes de l'art. 1^{er}, dernier paragraphe du décret du 31 janvier 1918, ils doivent déterminer les opérations que fera la Banque Populaire.

*
* * *

Le § 4 de l'art. 10 contient une prescription déjà rencontrée à l'occasion des sociétés de caution mutuelle suivant laquelle les statuts imposeront au Conseil d'Administration l'obligation de déterminer pour chaque client le montant maximum des escomptes et avances qui pourront lui être consenties et de limiter la durée des prêts et l'échéance des effets négociés. Cette clause a pour but d'éviter qu'un emprunteur n'obtienne du Directeur seul, par persuasion, ou par insuffisance des renseignements recueillis sur sa si-

tuation réelle des crédits trop élevés et ne devienne pour la banque une source de risques.

L'Art. 41 de la loi du 13 mars 1917 consacre le principe de la participation financière de l'Etat sous forme de prêts gratuits à concurrence de la somme de 12 millions que le Gouvernement est autorisé à prélever sur une avance versée au trésor par la Banque de France. Sur cette avance qui était de 20 millions et qui datait du renouvellement du privilège de 1911, 2 millions avaient été affectés au crédit maritime, 2 millions aux sociétés ouvrières de production, et 2 millions aux sociétés coopératives, restaient donc 14 millions sur lesquels 12 ont constitué la dotation du crédit populaire urbain. Cette avance initiale ayant été entièrement absorbée, la loi de finances du 30 avril 1921, art. 75, a accordée aux Banques Populaires les deux millions disponibles sur l'avance de 20 millions ci-dessus indiquée, plus 6 millions à prélever sur le reliquat au 31 décembre 1920 du produit de la redevance supplémentaire de la Banque de France. En outre ce même art. 75 prévoit pour une durée de 5 années, à dater du 1 janvier 1921, l'affectation en faveur du crédit populaire urbain, du tiers du produit de cette redevance supplémentaire de la Banque de France, après prélèvement de l'attribution prévue au profit du crédit agricole.

Telle est à l'heure actuelle l'importance de l'aide financière de l'Etat: 20 millions effectivement attribués, et pour 5 années une somme variable dont le

chiffre ne pourra être évalué qu'à la fin de chaque exercice. On verra plus loin que cette dotation est nettement insuffisante pour faire face aux demandes des Banques Populaires et les critiques qu'a provoquées la différence de traitement du crédit agricole et du crédit urbain.

La répartition des avances gratuites entre les Banques Populaires est faite par le Ministre du Commerce sur l'avis d'une commission spéciale dont les membres sont nommés par décret pour quatre ans: neuf sur la proposition du Ministre du Commerce, quatre sur celle du Ministre des Finances, trois sur celle du Ministre du Travail.

Cette commission ne fut à même de fonctionner que plus de deux ans après la promulgation de la loi; en effet parmi les neuf membres nommés sur proposition du Ministre du Commerce figurent quatre représentants des Banques Populaires, et cette prescription obligea à attendre jusqu'au 19 mai 1919 pour tenir la première réunion de la commission car avant cette date il ne s'était créé que trois banques sous le régime de la loi de 1917: « La caisse commerciale parisienne » à Paris, « la caisse mutuelle du crédit commercial et industriel » au Puy, et « la Banque Nantaise de crédit » à Nantes (1); enfin la Banque Populaire de Toulouse se modifia à son tour pour remplir les conditions exigées pour bénéficier de la loi nou-

(1) Ces deux premières banques avaient déjà plusieurs années d'existence et elles se sont simplement modifiées pour bénéficier de la loi de 1917; au contraire la Banque Nantaise est la première qui se soit fondée sous le régime légal, son assemblée constitutive date du 23 Octobre 1918.

velle et le quorum des représentants des Banques Populaires fut ainsi atteint.

. . .

Le dernier paragraphe de l'art. 12, qui règle le mode de répartition de ces avances, prescrit un rapport annuel, adressé au Président de la République et inséré au Journal Officiel, des opérations de la commission. Le seul rapport qui ait été fait jusqu'ici conformément à cette disposition porte la date du 17 mai 1921 et mentionne qu'entre le 19 mai 1919 et le 15 décembre 1920, la commission s'est réunie 13 fois et qu'elle a réparti la presque totalité du crédit mis à la disposition des Banques Populaires (11,170,000 fr.).

La loi de 1917 a entendu limiter au double du capital versé en espèces le chiffre maximum des prêts gratuits, afin de proportionner le secours de l'Etat aux efforts des intéressés, de stimuler l'initiative privée et de réagir contre la tendance qui porterait à transformer un encouragement provisoire en œuvre d'assistance. Dans ce même but, et pour bien marquer le caractère d'aide initiale et temporaire de ces avances, le législateur ne les consent que pour cinq ans; dans ce laps de temps, la société devra se constituer au moyen de ses réserves et de ses dépôts un fonds de roulement lui permettant de continuer par ses propres moyens.

On peut rester sceptique au sujet de ces remboursements à l'expiration de la période quinquennale, pour laquelle les prêts sont consentis; la loi prévoit en effet que ces avances pourront être renouvelées et les béné-

ficiaires seront fort tentés de profiter de l'avantage offert pour une nouvelle période; aussi dans les prévisions concernant les sommes à mettre à la disposition de la commission de répartition ne pourra-t-on escompter bien sérieusement les disponibilités qui pourraient lui revenir du fait de ces remboursements.

* * *

Enfin l'art. 13 de la loi du 13 mars 1917 rappelle sous quelle forme les caisses d'Epargne sont autorisées à venir en aide aux Banques Populaires. On a déjà vu que la loi du 23 décembre 1912 permettait aux caisses privées, certains emplois décentralisés à concurrence de la moitié de leur fortune personnelle et de la totalité de leurs revenus. Dans cette limite, elles pourront favoriser le développement des Banques Populaires, soit en souscrivant des actions lors de la constitution de la société ou de ses augmentations de capital, soit en lui consentant des prêts. La seule condition imposée c'est que les actions ainsi acquises devront être entièrement libérées et cela pour éviter qu'un appel imprévu des sommes restant à verser sur titres non libérés, ne mit les caisses dans la nécessité de dépasser le chiffre autorisé des placements de cette nature.

Tel est l'esprit de la loi très brève du 13 mars 1917. En résumé ses prescriptions restrictives sont peu nombreuses et laissent une grande liberté pour la rédaction des statuts. Il a paru au Conseil d'Etat qu'il était nécessaire d'imposer certaines obligations dans le décret rendu en la forme des règlements d'administra-

tion publique le 31 janvier 1918, quelque dix mois plus tard. Ce décret en précisant les détails d'application de la loi a innové sur certains points que celle-ci n'avait pas touchés, et qui ont déjà été mentionnés : forme nominative des parts, et leur mode de transmission, responsabilité des sociétaires, conditions dans lesquelles ils pourront se retirer, et être libérés des engagements sociaux, nombre de voix dont chacun peut disposer en assemblée générale, etc...

* * *

La loi de 1917 a été complétée par celle du 7 août 1920 qui autorise les Banques Populaires à porter le chiffre de leur capital social et celui des augmentations annuelles à 500,000 fr., lorsqu'elles adopteront le forme de sociétés à capital variable; qui élève à 6 % le taux d'intérêt pouvant être servi aux actions; qui réserve l'usage du qualificatif de « Banque Populaire » à celles-là seulement qui sont autorisées par décision du Ministre du Commerce, après avis de la commission de répartition des avances; et qui enfin exonéré de l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales les sociétés fondées sous le régime de la loi du 13 mars 1917.

Loi du 24 Octobre 1919 portant ouverture d'un crédit de 50 millions en faveur des petits Commerçants, Industriels, Fabricants et Artisans démobilisés.

C'est intentionnellement qu'il n'a pas été jusqu'ici parlé dans cette étude de la loi du 24 octobre 1919 (1),

(1) Cette loi a fait l'objet d'un rapport présenté à la Chambre des Députés par M. Landry, le 23 Juin 1919, annexe 6364.

qui a pour objet d'instituer le crédit à long terme au profit des petits commerçants, industriels, fabricants et artisans démobilisés. Ce serait une erreur de la considérer comme une loi organique du crédit industriel et commercial à long terme, faisant suite d'une façon quelconque aux travaux de la commission d'enquête de 1911; c'est avant tout une loi de circonstance pour la satisfaction de besoins exceptionnels nés du fait de la guerre; elle n'a pour but que de favoriser la reconstitution des entreprises d'une catégorie de démobilisés et elle est appelée à disparaître le jour où cette restauration sera opérée.

Il faut donc marquer fortement la différence de caractère entre cette loi et celle du 13 mars 1917, d'autant que la confusion est très fréquente, et cela parce que le législateur s'est adressé aux Banques Populaires pour en assurer l'application; il a semblé, et à juste titre, que ces organismes étaient tout indiqués pour remplir ce rôle puisque les bénéficiaires de la loi nouvelle, étaient précisément ceux en faveur de qui les Banques Populaires avaient été instituées. Cette confusion très répandue dans le public, est dûe également à ce que certaines Banques Populaires se sont presque exclusivement confinées dans l'application de la loi de 1919 en faveur des démobilisés; quelques-unes même ont été poussées dans cette voie, sous l'influence de banquiers locaux, qui ont participé à leur fondation, et qui en canalisant les opérations sous cette forme évitent en partie les effets d'une concurrence qui pouvait leur être nuisible (2).

(2) Cette situation a été exposée par M. Ginot, secrétaire général de la Caisse Centrale des Banques Populaires à l'Assemblée Générale constitutive de cette caisse le 20 Juin 1921.

Il est donc intéressant de préciser les quelques points qui différencient les deux lois; on devra pour cela se référer souvent au décret du 3 mars 1920 qui a déterminé les conditions d'application de la loi du 24 octobre 1919.

En premier lieu les bénéficiaires de la loi de 1919 sont beaucoup plus restreints que ceux de la loi de 1917. Il faut en écarter les moyens commerçants et les moyens industriels; outre que le texte ne les mentionne pas, le fait d'avoir fixé à 10,000 francs, le chiffre maximum de chaque prêt individuel, et les discussions engagées au Sénat lorsqu'il a fallu déterminer cette limitation ne laisse aucun doute à ce sujet.

Il faut écarter également les non-mobilisés, même s'ils ont subi des dommages du fait de la guerre. M. Clémentel, Ministre du Commerce, soulignait ce point à la Chambre (séance du 11 juillet 1919) : « La loi, disait-il, est une loi de restauration pour ceux dont la mobilisation a interrompu l'entreprise industrielle et commerciale ». Ceux-là seuls, qui à un moment quelconque auront été sous les drapeaux dans la période comprise entre le 2 août 1914, date de la mobilisation générale, et le 24 octobre 1919, date de la cessation des hostilités, sont visés comme bénéficiaires et encore à condition d'être démobilisés au moment de l'attribution du prêt.

Enfin, même parmi les anciens mobilisés, ne pourront se prévaloir des dispositions de la loi, que ceux-là, qui, au moment de leur mobilisation étaient déjà propriétaires d'un petit fonds de commerce ou d'industrie. (Art. 18, § 1 du décret).

En second lieu la loi de 1919 impose certaines obligations d'ordre intérieur qui marquent nettement l'intention de séparer les opérations exceptionnelles qui résulteront de son application, des transactions normales des Banques Populaires: affectation aux prêts des démobilisés, des seules avances de l'Etat (dont le chiffre pourra atteindre le sextuple du capital) et non pas des dépôts et autres disponibilités de la Banque (loi, art. II), nécessité de tenir une comptabilité spéciale de ces opérations (décret, art. II), emploi obligatoire des bénéfices en résultant en valeurs du Trésor, en bons de caisses de crédit municipal, ou livret de caisse d'Epargne (décret, art. V), imposition du taux fixe de 3 % l'an (loi, art. III, § 3).

Enfin, pour bien marquer le caractère temporaire de cette organisation du crédit populaire urbain à long terme, la loi de 1919, en autorisant une durée maxima de 14 ans pour les prêts aux démobilisés, spécifie bien qu'en aucun cas, il n'y aura de prolongation (loi, art. III et décret, art. VIII) à l'égard d'un emprunteur qui ayant obtenu le montant total de son avance, en aurait avant la date convenue remboursé une partie, on ne pourra consentir un nouveau prêt, même en restant dans la limite du maximum antérieurement fixé.

Ces courtes remarques permettent de se rendre compte de l'objectivité restreinte de la loi du 24 octobre 1919; le jour où les besoins auxquels elle répond actuellement seront satisfaits, elle disparaîtra, alors que subsistera l'organisation générale du crédit au

petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie.

La commission de répartition des avances, instituée pour l'application de la loi du 13 mars 1917, est chargée d'examiner les demandes des Banques Populaires concernant les prêts aux démobilisés et d'émettre un avis pour que leur soient distribués les 50 millions, mis à ce titre, à la disposition du Ministre du Commerce. Du 10 avril 1920, date de la première réunion ayant suivi la publication du décret du 3 mars 1920, jusqu'au 31 décembre de la même année, la commission a émis des avis favorables à des avances de principe s'élevant à la somme totale de 30,618,000 francs. Ces avances ont été généralement divisées en plusieurs tranches dont chacune n'est accordée qu'après justification par la banque bénéficiaire de l'emploi de la tranche précédente et des besoins auxquels elle a encore à faire face. Le Ministre du Commerce a ainsi attribué à 43 Banques des avances dont le total s'élève à 20,130,000 francs (1).

(1) Rapport du 17 Mai 1921 du Ministre du Commerce au président de la République.

CHAPITRE SIXIEME

Situation du Crédit Populaire Urbain

(au 1 juillet 1921).

Pour juger les résultats obtenus en France en matière de crédit coopératif urbain, il faut remarquer que tout était à créer au jour de la promulgation de la loi du 13 mars 1917; pratiquement même celle-ci était impossible à appliquer avant que fut pris le décret portant règlement d'administration publique et fixant les détails d'organisation des sociétés de caution mutuelle et des Banques Populaires, or ce décret ne date que du 31 janvier 1918. Par la suite, une autre difficulté, provenait on l'a vu, de l'impossibilité de réunir la commission de répartition, le quorum des représentants des Banques Populaires ne pouvant être atteint, et il a fallu attendre le mois de mai 1919 pour que cette commission put tenir sa première séance. Bref, la loi n'a pu jouer pleinement que plus de deux ans après le vote des Chambres.

Les sociétés de caution mutuelle n'ont pas pris le développement que le législateur pouvait en attendre: actuellement il n'en existe que six. Cet insuccès peut être attribué à l'ignorance où se trouvent les intéressés du but poursuivi par ces institutions; il y aurait semble-t-il un gros effort de propagande à faire pour en

assurer la diffusion; ce sera tout spécialement aux Banques Populaires que reviendra cette tâche, en suscitant autour d'elles, l'éclosion de ces organismes, en vue de faciliter l'accès de leurs guichets aux plus humbles parmi les petits industriels et commerçants.

Au contraire on ne peut nier qu'en ce qui concerne les Banques Populaires, les prévisions du législateur ont été dépassées (1). Le principe adopté d'une subvention gratuite de l'Etat, à concurrence du double du capital souscrit a été un stimulant très énergique. Pourtant bien peu nombreuses sont les Banques qui ont pu obtenir l'avance totale à laquelle le chiffre de leur capital leur aurait donné droit (1); la commission de répartition a dû agir avec modération n'ayant pas à sa disposition un crédit suffisant pour servir toutes les demandes.

Au 31 décembre 1920, elle avait déjà émis un avis favorable à 54 prêts et à la suite de cet avis, le Ministre a accordé 11,170,000 francs, répartis entre 42 Banques; c'est dire que la subvention initiale de 12,000,000 était à cette date bien près d'être absorbée; or le nombre des Banques Populaires qui était alors de 67 s'est élevé depuis à 77; soit 35 nouvelles qui attendaient en vain l'attribution de la subvention promise; sans

(1) « Il faut bien reconnaître que l'on n'avait pas prévu le développement rapide que prendrait cette organisation », déclare au Sénat, M. Isaac, le 24 Décembre 1920, en réponse à une interpellation de M. Brard. J. O. n° 2004.

(1) Au Sénat, à la séance du 24 Décembre 1920, le Ministre du Commerce ne cite dans ce cas que « la Banque Populaire des commerçants et industriels mobilisés » et celle « des régions libérées »; « pour toutes les autres les avances n'ont pas dépassé la moitié, et au plus les deux tiers du maximum fixé ». J. O., n° 2004.

parler des anciennes qui entretemps avaient procédé à des augmentations de capital.

Sur le rapport de M. Prevet à la Chambre des Députés et de M. Clémentel, au Sénat, la loi de finances du 30 avril 1921, art. 75, a majoré la dotation immédiate du crédit urbain de 8 millions; mais ce sont là des mesures insuffisantes (2).

Lorsque par la loi du 7 août 1920, on a autorisé les Banques Populaires à porter leur capital de fondation de 200 à 500,000 francs et à l'augmenter annuellement de pareille somme, il était évident que les crédits affectés à leur usage deviendraient vite insuffisants, si on ne les majorait pas dans une proportion analogue. Et que l'on ne dise pas qu'à cette époque les résultats acquis ne permettaient pas d'entrevoir le développement qu'allaient prendre les Banques Populaires. Pour ne citer qu'un exemple, la Banque Nantaise créée le 23 octobre 1918 au capital de 200,000 fr. porté le 11 avril 1919 à 400,000 fr. et le 23 août 1920 à 600,000 fr., ayant à cette date bénéficié de 800,000 fr. d'avances de l'Etat se plaignait de se trouver à l'étroit dans ces limites (1). On conçoit très bien qu'une banque vienne demander pour elle seule un million d'avances; ce pourrait être le cas d'une augmentation de capital du maximum autorisé, telle celle à laquelle a procédé récemment la Banque Coopérative du Centre à Limoges, qui à l'Assemblée Générale extraor-

(2) Sur ce chiffre la caisse centrale des Banques Populaires a bénéficié à elle seule d'une avance de 2 millions.

(1) Compte rendu de l'Assemblée Générale du 23 avril 1920, p. 13.

dinaire du 16 avril 1921 a porté de 200 à 700,000 fr. son capital.

L'insuffisance de la majoration fixée par la loi du 30 avril 1921 a été soulignée par M. Dior, Ministre du Commerce, dans son rapport, déjà cité, du 17 mai dernier. « Cette mesure, dit-il, n'apparaît, en raison de l'importance des besoins à satisfaire, que comme un moyen d'empêcher l'institution des Banques Populaires de mourir, mais elle est insuffisante pour lui permettre de vivre et de fonctionner normalement ».

* * *

Maintenant, en faisant abstraction de ce qui a été dit dans un précédent chapitre contre l'intervention financière de l'Etat, au point de vue des principes purs de la coopération, et en se plaçant en face de la loi du 13 mars 1917, telle qu'elle a organisé en France le crédit populaire urbain, il convient d'entendre les doléances de ceux qui, reconnaissant les besoins du petit commerce et de la petite industrie, reprochent à l'Etat, qui centralise à son seul profit les dépôts recueillis par les Caisses d'Epargne, de paralyser l'action des institutions fondées sous le régime légal, en ne leur accordant pas les subsides sur lesquels ils sont en droit de compter.

Les arguments mis en avant peuvent se résumer en quelques lignes (2) : si l'on tient compte des sommes élevées qui sont versées au Trésor du fait des diffé-

(2) Voir allocation de M. Prevet, rapporteur du budget du commerce à la Chambre des Députés, au banquet du congrès corporatif des Banques Populaires du 20 Juin 1921.

rentes impositions qui pèsent sur le commerce et l'industrie, ou qui lui sont remises sous forme de redevances par la Banque de France (redevances qui ont leur principale source dans les prélèvements que subissent les opérations commerciales et industrielles) et si on les compare aux sommes mises à la disposition du Ministre du Commerce, pour subventionner des œuvres telles que le crédit coopératif urbain, on est frappé de la disproportion.

Mais ce qui permet le mieux de juger combien le crédit populaire urbain est sacrifié, c'est la comparaison avec les sommes mises à la disposition du crédit agricole dont la dotation à ce jour comprend :

1° Une avance fixe de 40,000,000.00

(mise à la disposition du crédit agricole par la Banque de France en vertu de la convention du 31 octobre 1916).

2° La totalité des 1897	2,742,314.80
redevances et la 1898	3,242,899.26
majeure partie 1899	4,857,289.95
des redevances 1900	5,655,333.72
supplémentaires 1901	4,107,620.15
versées annuel- 1902	3,777,141.87
lement au Tré- 1903	4,314,649.43
sor par la Ban- 1904	4,521,589.76
que de France, 1905	4,225,042.51
à partir du 1 ^{er} 1906	5,332,528.05
janvier 1897 sur 1907	7,357,141.60
le produit des 1908	5,533,501.80
opérations pro- 1909	4,790,508.64
ductives effec- 1910	5,733,358.28

tuées par elle	1911	7,225,800.55
dans l'année.	1912	8,722,117.85
	1913	13,625,484.92
	1914	14,351,593.89
	1915	10,125,137.90
	1916	23,663,217.73
	1917	36,249,851.74
	1918	17,528,359.02
	1919	23,834,053.86
	1920	38,529,282.10
		260,109,619.38

Total 300,109,619.38

Ce qu'il faut surtout remarquer dans ce tableau qui porte sur 24 années c'est que les quatre dernières font à elles seules un chiffre supérieur aux vingt précédentes: 114 millions de 1897 à 1916.

156 millions de 1917 à 1920 (1).

Or, il ne faut pas oublier qu'il y a proche parenté entre le Crédit Agricole et le Crédit Urbain; ces deux institutions procèdent de la même conception et dans le projet primitif déposé en 1890 par M. Méline, elles devaient voir le jour ensemble et bénéficier des mêmes avantages; ce n'est, on l'a vu, qu'à la suite d'une disjonction faite au Sénat, que le Crédit Agricole a été organisé par la loi de 1894 et que le Crédit Urbain a été mis de côté jusqu'en 1911. Mais s'il y a parenté entre eux, on ne peut s'empêcher de remarquer que le Crédit Urbain est le parent pauvre.

(1) Sans parler des 100 millions votés par la loi du 4 Mai 1918, pour la mise en culture des terres abandonnées, dans un esprit analogue à celui de la loi du 24 Octobre 1919, au profit des petits industriels et commerçants démobilisés.

La statistique ci-dessus suggère aussi la remarque suivante : par suite des circonstances qui ont ces dernières années porté à un chiffre très élevé le montant des redevances de la Banque de France à l'Etat, la quotité revenant au Crédit Agricole s'est trouvée atteindre une somme que l'on n'avait certainement pas prévue à l'origine, lorsqu'on se bornait à en fixer le minimum à 2 millions. Si les besoins réels du Crédit Agricole absorbent les disponibilités qu'il acquiert de ce fait, on ne peut que le féliciter d'être aussi bien doté, mais il ne semble pas qu'il en soit ainsi, tout au moins à en juger par le dernier rapport au Président de la République, en date du 19 juin 1920, d'après lequel sur les 237 millions mis au 31 décembre 1919 à la disposition du Crédit Agricole, il n'avait été utilisé que 124 millions (2).

Sur l'insistance de M. Dior, Ministre du Commerce, la loi de Finances du 30 avril 1921, art. 75, a fait un premier pas dans la voie du partage des super-redevances de la Banque de France entre les deux institutions: Crédit Agricole et Crédit Urbain: § 3. « Pour une durée de cinq années à dater du premier janvier 1921, le gouvernement est autorisé à disposer, pour être attribué sous forme d'avances sans intérêts aux Banques Populaires, au tiers du produit de la redevance supplémentaire versée au Trésor par la Banque de France en exécution de l'art. 4 de la convention du 26 octobre 1917, après prélèvement de l'attribution complémentaire prévue au profit du Crédit Agricole

(2) *Journal Officiel* du 7 Juillet 1920.

par la loi du 20 décembre 1918 ». On peut estimer que cette mesure aura pour résultat de mettre à la disposition du Crédit Urbain une somme de 8 à 10 millions chaque année, en prenant pour base les chiffres des derniers exercices.

Cette parcimonie n'est pas justifiée quand on regarde les efforts accomplis et les résultats obtenus. Il existe à l'heure actuelle en France 77 Banques Populaires, une vingtaine d'autres sont en formation, et le jour où les 18 Banques Coopératives d'Alsace-Lorraine, dont certaines ont déjà modifié leurs statuts dans ce but, seront admises au bénéfice de la loi du 13 mars 1917, elles constitueront un véritable réseau bancaire couvrant toute la surface du pays; le rayon d'action de chacune d'elles est assez étendu, peu nombreux sont les départements qui en comptent plus d'une, alors que certaines d'entre elles s'étendent sur plusieurs départements, telles la Banque Populaire de Paris, la Banque Populaire des Régions Libérées, la Banque Populaire du Nord, la Banque Populaire de la 17^e Région Economique à Clermont-Ferrand.

La plupart ont contribué à la fondation de « la Caisse Centrale des Banques Populaires », au capital de 1 million, placée sous le régime de la loi du 13 mars 1917. « Celle-ci ne constitue pas un organe de centralisation dont les Banques adhérentes seraient en quelque sorte les filiales. C'est elle, au contraire, qui sera la filiale des autres Banques Populaires. Ni sa constitution, ni son fonctionnement ne porteront la moindre atteinte à l'autonomie, à l'indépendance de ces dernières, ni au caractère local qui est un des

fondements essentiels de l'institution (1) ». Cette Caisse Centrale exerce son activité en groupant certains services communs en assurant la compensation, en endossant le papier qui sans cela ne serait pas accepté à l'escompte par la Banque de France, en assistant celles des Banques Affiliées qui se trouveraient momentanément embarrassées, etc.

On fonde de grands espoirs sur le rôle utile de cette Caisse Centrale que M. Isaac, Ministre du Commerce, qualifiait dans une lettre du 22 décembre 1920 à l'Union Syndicale de « complément logique » à l'action poursuivie par son département en application de la loi du 13 mars 1917. Au jour de sa constitution, 20 juin 1921, la Caisse Centrale avait reçu l'adhésion des 79 Banques Populaires suivantes :

DÉPARTEMENTS	DÉNOMINATION	SIÈGE SOCIAL
Seine	Banque populaire de Paris (Fusion de la Caisse commerciale parisienn ^e et de la Banque des commerçants et industriels mobilisés).	Paris
	Banque populaire de la banlieue Est de Paris	53, chaussée d'Antin
	id. id. Ouest de Paris	Vincennes
	id. des hôteliers français	Nanterre
	id. de l'Ain	27, r. du Mont Thabor
Ain	id. de l'Ain	Nantua
Aisne et dép. libér.	id. des Régions libérées	Paris, 44, rue Blanche
Ardennes, Marne,		
Oise, Somme		
Allier	id. de Montluçon	Montluçon
Alpes Maritimes	id. des Alpes Maritimes	Nice

(1) Extrait du rapport du conseil d'administration de « l'Union Syndicale des Banques Populaires de France et des colonies » fondateur de la société nouvelle.

DÉPARTEMENTS	DÉNOMINATION	SIÈGE SOCIAL
Htes Alpes et B ^{ss} Alpes	Banque populaire des Alpes	Digne
Aube	id. de Troyes	Troyes
Aude	id. de Carcassonne	Carcassonne
Charente Inférieure	id. de Rochefort-sur-Mer	Rochefort
Corrèze	id. Correziennne	Tulle
Côte d'Or	Caisse de crédit mutuel de la Côte d'or	Dijon
Côtes du Nord	Banque populaire de St-Brieuc	St-Brieuc
Creuse	id. de la Creuse	Guéret
Doubs	id. du Doubs	Besançon
Eure	id. de l'Eure	Evreux
Eure et Loir	id. d'Eure et Loir	Chartres
Finistère	id. de l'arr ^t de Chateaudun	Chateaudun
Gard	id. du Gard	Morlaix
Haute Garonne	id. du Finistère	Nîmes
Gers	id. coopérative de Toulouse	Toulouse
Gironde	id. du Gers	Auch
Hérault	id. de la Gironde	Bordeaux
Ile et Vilaine	Crédit commercial de l'Hérault. . . .	Monpellier
More	Banque d'Ile et Vilaine	Rennes
More et Loire	Banque populaire de Moudun	Moudun
Isère	id. de Touraine	Tours
Landes	Banque Grenobloise de crédit	Grenoble
Loir et Cher	Banque populaire des Landes	Dax
Loire	id. de Loir et Cher	Blois
Haute Loire	id. de la Loire	St-Etienne
Loiret	id. de Roanne	Rouanne
Loire Inférieure	Caisse mutuelle du Puy	Le Puy
Lot	Banque populaire de Montargis	Montargis
Lot et Garonne	Banque Nantaise de Crédit	Nantes
Maine et Loire	Banque populaire du Quercy	Cahors
Manche	id. d'Agen. . . .	Agen
Mayenne	id. de Maine et Loire	Angers
Meurthe et Moselle	Banque commerciale Cherbourgeoise	Cherbourg
Meuse	Banque populaire de la Mayenne	Laval
Moselle	id. de l'Est	Nancy
	id. de la Meuse	Bar le Duc
	id. de Metz	Metz

DÉPARTEMENTS	DÉNOMINATION	SIÈGE SOCIAL
Morbihan	Banque populaire Morbihanaise . . .	Lorient
Nièvre	Banque Nivernaise de Crédit . . .	Nevers
Nord et Pas de Calais	Banque populaire du Nord . . .	Lille
Puy de Dôme	id. de la XVII ^e Région éco- nomique . . .	Clermont-Ferrand
	id. du pays basque . . .	St-Jean-de-Luz
Basses Pyrénées	id. d'Oloron . . .	Oloron
	id. de Bayonne . . .	Bayonne
	id. générale de Strasbourg . . .	Strasbourg
	id. de Bischwiller . . .	Bischwiller
	id. du territoire de Belfort . . .	Belfort
	id. de Mulhouse . . .	Mulhouse
	id. de Colmar . . .	Colmar
	id. d'Altkirch . . .	Altkirch
Bas Rhin	id. de Dannemarie . . .	Dannemarie
	id. de Masevaut . . .	Masevaut
	id. de Thann . . .	Thann
	id. de Munster . . .	Munster
	id. de St-Louis . . .	St-Louis
	id. de Guebwiller . . .	Guebwiller
	id. de Neuf-Brisach . . .	Neuf-Brisach
Rhône	id. du Rhône . . .	Lyon
Haute Saône	id. de Gray-Vesoul . . .	Vesoul
	id. de Lure . . .	Lure
Saône et Loire	id. de Macon-Charolles-Tour- nus . . .	Macon
Savoie	id. Savoisiennne de Chambéry . . .	Chambéry
Haute Savoie	Société Savoisiennne de Crédit . . .	La Roche sur Foron
Seine Inférieure	Banque populaire de Rouen et de Seine Inf ^{re}	Rouen
Seine et Marne	id. de Provins . . .	Provins
Tarn et Garonne	id. Montalbanaise . . .	Montauban
Vaucluse	id. de Vaucluse . . .	Avignon
Haute Vienne	Banque coopérative du Centre . . .	Limoges
Vienne	Banque populaire de Civray . . .	Civray
	id. de Châtellerault . . .	Châtellerault
Vosges	id. des Vosges . . .	Epinal

Il n'est pas possible de fournir dès à présent une statistique générale des opérations traitées par les différentes Banques Populaires de France. La plupart en sont à leur premier exercice et n'ont pas encore publié de chiffres; on peut néanmoins se rendre compte des résultats obtenus par quelques-unes d'entre elles. A titre d'exemple on trouvera ci-après le bilan de la Banque Nantaise de Crédit au 31 décembre 1919, qui donnera la physionomie des transactions effectuées au cours de l'année 1919, premier exercice (la Banque Nantaise a été créée à fin 1918) et le bilan au 31 décembre 1920 de la Banque Coopérative du Centre, à Limoges, dans lequel figurent à côté des opérations normales, celles résultant de l'application de la loi du 24 octobre 1919. Ce bilan est également celui du premier exercice, la Banque Coopérative du Centre ayant été fondée dans les derniers mois de 1919.

BANQUE NANTAISE. — Bilan au 31 Décembre 1919.

ACTIF		PASSIF	
Espèces en caisse et en banque	442,070.41	Capital	200,000.—
Portefeuille et bons démobilisés	942,858.43	Souscriptions nouvelles	37,750.—
Comptes-courants débiteurs	1,278,307.19	Réserve spéciale (loi 1919)	4,966.50
Prêts aux démobilisés	689,436.60	Avances de l'Etat	400,000.—
Comptes d'ordre et divers	1,073,574.64	Id. (démobilisés)	800,000.—
		Comptes-courants créditeurs	1,926,066.87
		Comptes d'ordre	1,016,263.—
		Profits et pertes	41,700.90
	4,426,247.27		4,426,247.27
Il a été attribué par l'assemblée générale du 16 avril 1921 :		5 % aux actions	13,500.—
		Réserve légale	7,940.18
		Réserve extraordinaire	6,000.—
		Réserve pour éventualités	10,660.—
		Ristourne aux clients	3,600.72

Le chiffre des entrées en portefeuille qui est le critérium de l'activité d'une Banque, s'est élevé pour cet exercice à 11,839,667 francs.

BANQUE COOPERATIVE DU CENTRE.

Bilan au 31 Décembre 1920.

ACTIF		PASSIF	
Matériel, frais d'établissement	44,814.05	Capital	400,000.—
Portefeuille, effets	1,517,722.99	Réserve extraordinaire	2,325.—
Titres et valeurs	205,625.—	Avances de l'Etat	800,000.—
Comptes-courants débiteurs	1,095,595.15	Comptes-courants créditeurs	1,422,629.77
Espèces en caisse et en banque	153,256.69	Banque de France et corresp. ^{ts}	357,001.22
Divers	1,770.00	Contrib. patronale aux R. O.	78.75
		Profits et pertes	36,749.14
	3,018,783.88		3,018,783.88
L'assemblée générale du 23 avril 1920 a voté la répartition ci-contre des bénéfices :		A la réserve légale	7,349.80
		Aux actions 5 %	15,483.30
		A la réserve extraordinaire	5,566.42
		Ristourne aux clients	8,349.62
			36,749.14

Les entrées en portefeuille se sont élevées à 8,430,676 francs.

* * *

Ces chiffres, qui dans l'un et l'autre cas ne sont que des résultats de début, permettent de fonder les plus légitimes espoirs sur l'extension, que sont appelées à prendre les institutions coopératives de crédit

dans notre pays; il est notamment d'un très heureux augure de constater le chiffre élevé des dépôts (comples courants créditeurs) qu'ont su attirer dès leur fondation ces deux établissements.

Les Banques Populaires ont vu le jour en France dans une période de crise; après une ère de transactions commerciales actives on assiste depuis quelques mois à une réduction sensible du volume des affaires. Cette instabilité du chiffre des opérations, ainsi que la variation du cours des marchandises, sont particulièrement sensibles à nombre de petits commerçants et industriels, qui se trouvent désorientés devant la situation nouvelle que leur a créée l'abstention des consommateurs et la baisse de certains prix; habitués aux affaires faciles de ces dernières années, ils sont peu armés pour traverser les difficultés présentes. Leurs besoins de crédit iront croissants pour faire face à leurs engagements et attendre l'heure de la reprise des transactions normales; plus que jamais ils devront se grouper autour des Banques Populaires auprès desquelles ils trouveront, non seulement le soutien financier pour traverser la crise, mais encore des conseils éclairés que demande la situation.

Les graves difficultés auxquelles se heurtent présentement le petit commerce et la petite industrie, seront dans une certaine mesure aplanies si les institutions coopératives de Crédit Urbain, qui se sont fondées sous le régime de la loi du 13 mars 1917 et qui ont jusqu'ici par leurs résultats satisfaisants couronné les efforts courageux de leurs fondateurs, reçoivent de l'Etat les subventions qu'elles sont en droit d'es-

compter, mais que les dispositions prises jusqu'à ce jour ne permettent pas de leur accorder.

Vu : Le Président de la Thèse,
H. TRUCHY.

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

Actes des Congrès du Crédit Populaire	Marseille	1889	Guillaumin, Paris.
	Meulon	1890	"
	Bourges	1891	Librairie du Crédit Mutuel et Popu-
	Lyon	1892	laire, Pl. du Palais Royal. Paris.
	Toulouse	1893	"
	Bordeaux	1894	Société de propagande du Crédit Po-
	Nîmes	1895	pulaire. 17. Boul. St-Martin, Paris.
	Caen	1896	Guillaumin et Co. Paris.
	Lille	1897	"
	Angoulême	1898	"
	Paris	1900	"
	(Congrès internat.)		"
	Reims	1902	"
	Nancy	1904	Alcan, Paris.
	Oran	1906	"
	Pau	1909	"
	Limoges	1911	"
	Avignon	1913	Centre Fédératif du Crédit Populaire
	Metz	1920	95, Avenue Kleber.

« Les Grands Etablissements de crédit français, avant, pendant et après la guerre », par André Théry, Paris, Sagot, 1921.

« Proudhon », par Hubert Bourguin, Paris, Publications de la Société Nouvelle de librairie et d'édition.

« La Prévoyance Sociale en Italie », par Léopold Mabillean. Armand Colin, Paris, « Recueil des principales lois étrangères régissant le crédit populaire », par M. Dufourmantelle. Publications du centre fédératif, n° XXIX.

« Etude comparative des diverses institutions de crédit populaire ou collectif ayant fonctionné ou fonc-

lionnant tant en France qu'à l'Etranger », par M. Lefèvre. Imprimerie Chaix, 1911.

« Les Prêts d'Honneur », par M. Dufourmantelle, Brière et Girard, Paris, 1914.

« Traité théorique et pratique d'économie politique », P. Leroy, Beaulieu, Guillaumin, Paris, 1900.

« Journal officiel, Documents parlementaires, Brochures de propagande », publiées par le Ministre du Commerce. « Economiste Européen, Bulletins Mensuels du Centre Fédératif, Messenger de Paris, Statuts et comptes rendus d'Assemblées Générales, etc... ».

ANNEXES

I

LOI DU 13 MARS 1917

*ayant pour objet l'Organisation du Crédit au
Petit et au Moyen Commerce, à la Petite et
à la Moyenne Industrie.*

TITRE PREMIER

Sociétés de Caution Mutuelle

ARTICLE 1^{er}.

Des sociétés de caution mutuelle peuvent être constituées entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales.

Elles ont pour objet exclusif *l'aval et l'endos* des effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles.

Leur capital est formé de *parts nominatives* qui peuvent être de valeur inégale, sans cependant qu'au-

cune d'elles puisse être inférieur à 50 francs, et à la souscription desquelles peuvent concourir, en dehors des membres qui participent aux avantages de la société, des membres non participants qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports.

La société n'est constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

ARTICLE 2.

Les statuts déterminent le siège et le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification de ses statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres contribue à sa constitution.

Ils règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la société. Les sociétaires ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

Les statuts réservent aux sociétaires le droit de se retirer et de réclamer le remboursement des parts leur appartenant. Toutefois il ne pourra être fait usage de ce droit qu'en fin d'exercice et moyennant un préavis de trois mois.

Le remboursement des parts ne peut être effectué qu'après apurement de toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution. Il ne peut excéder ni la valeur, à cette époque, des parts du membre démissionnaire, ni leur valeur no-

minale. La plus-value, s'il y en a, reste acquise au fonds de réserve, sur lequel le membre remboursé n'a aucun droit.

ARTICLE 3.

Les statuts doivent exiger que le Conseil d'Administration détermine, pour chaque sociétaire, le montant maximum des avals et endos qui peuvent être accordés, et limiter la durée pour laquelle ces avals et endos seront donnés.

Ils réservent expressément au Conseil d'Administration le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée ou de ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait utiles.

ARTICLE 4.

Le capital, de même que le fonds de réserve, est affecté à la garantie des effets et billets avalisés ou endossés par la société, de manière à servir de provision pour ces effets et billets, à défaut de règlement. Les administrateurs sont tenus avant de commencer à donner aucun aval ou endos, d'énoncer, dans une déclaration déposée en double au greffe de la justice de paix du siège de la société, l'emploi qu'ils ont fait du capital, (placement en valeurs ou dépôts en banque). Il est donné récépissé de cette déclaration. L'un des exemplaires est transmis par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement.

ARTICLE 5.

Les statuts déterminent les prélèvements et commissions qui seront perçus au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Les sommes provenant de ces prélèvements et commissions, après acquittement des frais généraux, seront employées de la manière suivante :

1^o 10 % serviront à la constitution d'un fonds de réserve;

2^o On pourra ensuite donner aux parts un intérêt égal à 4 % au plus des versements effectués.

3^o Les trois quarts du surplus iront à nouveau au fonds de réserve;

4^o Ce qui restera sera réparti entre leurs membres, au prorata des prélèvements supportés par eux, en raison de leurs opérations.

Toutefois les versements au fonds de réserve cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds sera devenu égal à la moitié du capital.

A la dissolution de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif net sont partagés entre les sociétaires, proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit.

Les sociétés autorisées par le présent titre de la présente loi sont des *sociétés commerciales*, dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce.

ARTICLE 7.

Les *conditions de publicité*, prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires, *sont remplacées*, à l'égard des sociétés qu'autorise le présent titre de la présente loi, par les dispositions suivantes :

Avant toute opération, les statuts avec la liste complète des administrateurs ou directeurs, indiquant leur nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription, sont *déposés* en quatre exemplaires au greffe de justice de paix du canton où la société a son siège. Il en est donné récépissé.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société dépose de même en quatre exemplaires la liste des membres faisant partie de la société à cette date, et le tableau sommaire des recettes et des dépenses ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente.

Un des exemplaires de ces divers documents est, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement ; les deux autres sont adressés au Ministre du Commerce et au Ministre des Finances.

Les documents déposés au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce par application du présent article et de l'article 4 ci-dessus sont communiqués à tout réquérant.

ARTICLE 8.

Les sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions de la présente loi sont *exemptées de l'impôt*

de la patente ainsi que de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Les certificats des apports non négociables ne sont soumis qu'au timbre de dimension prévu par l'article 12 de la loi du 13 brumaire, an VII.

ARTICLE 9.

Les membres chargés de l'administration de la société sont personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation.

En outre, en cas de contravention aux prescriptions des articles 4 et 7, ou en cas de fausses déclarations dans des documents prévus à ces deux articles, les administrateurs peuvent être poursuivis et punis d'une amende de seize à cinq cents francs (16 à 500 francs).

TITRE II

Banques Populaires

ARTICLE 10.

Les articles 7 et 8 qui précèdent sont applicables aux Banques Populaires qui remplissent les conditions ci-après déterminées :

1° *Leur capital doit être constitué par sept souscriptions au moins. Ces souscriptions peuvent être inégales.* Peuvent souscrire, en dehors des membres qui participent aux avantages de la Banque Populaire, des membres non participants, qui n'ont droit

qu'à la rémunération de leurs apports. Les statuts règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la société.

2° Les capitaux souscrits ne peuvent recevoir un intérêt supérieur à cinq pour cent (5 %) des versements effectués. Le surplus des bénéfices après *attribution aux réserves*, doit être réparti entre les clients de la banque, au prorata des prélèvements de toutes sortes qu'ils ont subis;

3° Les Banques Populaires ne peuvent faire d'opérations qu'*avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales*, pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier. Toutefois elles peuvent recevoir des sommes *en dépôt de toutes personnes et sociétés*.

4° Les statuts doivent exiger que le Conseil d'Administration détermine pour chaque client, le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis, et limiter la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte.

Les associations fondées par des commerçants, industriels, fabricants, artisans, sous le régime de la loi du 1 juillet 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'épargne sont autorisés à concourir à la formation du capital des banques ci-dessus définies.

ARTICLE 11.

Sur l'avance de 20 millions de francs versée au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article pre-

mier de la convention du 11 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre 1911, le Gouvernement est autorisé à disposer de 12 millions pour être attribuées, sous forme d'avances sans intérêts, aux Banques Populaires constituées et fonctionnant conformément à l'article 10 de la présente loi.

Cette somme figurera à un compte spécial du Trésor où seront également portés les fonds de concours qui seront versés en vue de la même affectation.

ARTICLE 12.

Les avances ci-dessus prévues ne peuvent excéder le double du capital versé en espèces, ni être accordées plus de cinq ans. Elles peuvent être renouvelées. Elles sont immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées.

La répartition en est faite par le Ministre du Commerce, sur l'avis d'une Commission spéciale dont les membres sont nommés par décrets pour quatre années, savoir :

1^o Neuf sur la proposition du Ministre du Commerce, dont deux fonctionnaires de son département, trois membres des chambres de commerce, quatre représentants des Banques Populaires constituées suivant les dispositions de la présente loi :

2^o Quatre sur la proposition du Ministre des Finances, dont deux fonctionnaires de son département, un représentant de la Banque de France et un représentant des autres banques et établissements de crédit;

3^o Trois sur la proposition du Ministre du Travail,

dont deux fonctionnaires de son département et un membre de la Commission Supérieure des caisses d'épargne ou un membre du Conseil Supérieur de la mutualité.

Les renouvellements seront également accordés par le Ministre du Commerce, sur l'avis de la Commission.

Chaque année, un rapport adressé au Président de la République rendra compte des opérations effectuées en exécution du présent article. Ce rapport sera publié au *Journal Officiel*.

ARTICLE 13.

Les caisses d'épargne sont autorisées à faire sur leur fortune personnelle, des prêts aux Banques Populaires constituées suivant les dispositions de la présente loi.

Ces prêts, ainsi que le montant des actions souscrites en vertu du dernier paragraphe de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, modifié par l'article 10 de la loi du 23 décembre 1912. Les actions doivent être entièrement libérées.

TITRE III

Dispositions Générales

ARTICLE 14.

Toutes les sociétés, de quelque nature qu'elles soient, dont la création est prévue aux deux premiers titres de la présente loi devront être constituées sous le régime des lois françaises.

Les souscripteurs du capital et les administrateurs devront être français.

Ces sociétés seront soumises aux vérifications des agents de l'Enregistrement, dans les conditions déterminées par les lois des 23 août 1871 et 21 juin 1875.

ARTICLE 15.

Un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

II

DÉCRET DU 31 JANVIER 1918 *portant Règlement d'Administration publique* *pour l'application de la loi du 13 Mars 1917*

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes, des Télégraphes, des Transports Maritimes et de la Marine Marchande, et du Ministre des Finances :

Vu la loi du 13 mars 1917 ayant pour l'objet l'organisation du crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie et notamment l'article 45 ainsi conçu: « Un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi »;

Le Conseil d'Etat entendu.

Décète :

CHAPITRE PREMIER

**Dispositions concernant l'organisation des Banques
Populaires et des sociétés de caution mutuelle.**

ARTICLE 1^{er}.

Sont applicables aux Banques Populaires les dis-

positions du premier paragraphe de l'article 2 de la loi du 13 mars 1917, en vertu desquelles les statuts des sociétés de caution mutuelle détermineront le siège et le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification de ses statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres contribue à sa constitution.

En outre les statuts des Banques Populaires et des sociétés de caution mutuelle, réglés par cette loi, spécifient expressément :

1° La durée de la société et la circonscription territoriale à laquelle s'étendent ses opérations;

2° Le nombre des voix dont dispose chaque sociétaire dans les assemblées générales, eu égard au nombre de parts dont il est titulaire, et le nombre maximum de voix qu'il peut avoir quel que soit ce nombre de parts.

Les statuts de chaque Banque Populaire détermineront également les opérations qu'elle fera, par application de l'article 10, 3°, de la loi du 13 mars 1917, et indiquant si elle en réserve le bénéfice aux seuls sociétaires.

ARTICLE 2.

Les parts des sociétaires, dans les Banques Populaires, sont toujours nominatives.

Lorsqu'elles sont négociables, elles ne peuvent être transférées qu'avec l'agrément du Conseil d'Administration.

Lorsque la Banque Populaire est constituée sous la

forme de société à capital variable, les statuts déterminent sous quelles conditions les sociétaires peuvent se retirer de la société, obtenir le remboursement de leurs parts et être libérés de leurs engagements.

CHAPITRE II

Instruction des demandes adressées à l'Etat

ARTICLE 3.

Les Banques Populaires qui sollicitent une avance sur les fonds mis à la disposition du Gouvernement par l'art. II de la loi du 13 mars 1917 doivent adresser à cet effet au Ministre du Commerce et de l'Industrie une demande indiquant la somme sollicitée et le temps pour lequel l'avance est demandée.

La demande contient, en toute, l'engagement pris par la Banque Populaire de communiquer à l'avance au Ministre du Commerce et de l'Industrie tout projet de modification à ses statuts ou de dissolution et de l'informer sans retard de tout changement dans la composition de son conseil d'administration.

La demande doit être signée par le ou les administrateurs de la Banque Populaire ayant qualité pour engager celle-ci, d'après ses statuts.

ARTICLE 4.

Toute demande d'avance formulée par une Banque Populaire doit être accompagnée des pièces suivantes :

1° Un exemplaire sur papier libre, certifié conforme, des statuts de la société;

2° Une copie sur papier libre, certifiée conforme, du récépissé délivré par le greffe de la justice de paix lors de l'accomplissement du dépôt originaire prescrit par l'art. 7 de la loi du 13 mars 1917, et en cas de modifications aux statuts, copie du récépissé du dépôt consécutif à ces modifications;

3° La liste certifiée exacte des membres de la société à la date de la demande d'avance, avec indication de leurs prénoms, noms, domicile, profession, nationalité, du nombre de la valeur nominale et du montant des parts sociales souscrites par chacun d'eux, ainsi que des versements effectués sur celles-ci;

Cette liste est divisée en deux parties, comprenant l'une, les membres participants, l'autre, les membres non participants.

En ce qui concerne les souscriptions émanant de sociétés, associations, syndicats professionnels, sociétés de caution mutuelle ou caisses d'épargne, doivent être mentionnés, outre les indications ci-dessus, les prénoms, noms, domicile, profession et nationalité de leur président, administrateur délégué, directeur ou mandataire.

4° La liste certifiée exacte des membres du conseil d'administration et la commission de surveillance de la société, à la date de la demande, avec indication de leurs prénoms, noms, domicile, profession et nationalité.

5° Une copie sur papier libre, certifiée conforme, du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive ainsi que des procès-verbaux des assemblées géné-

rales ayant postérieurement apporté des modifications aux statuts :

6° Un exemplaire, certifié conforme, du règlement intérieur de la société :

7° Une copie, certifiée conforme, du procès-verbal de l'assemblée générale ou du conseil d'administration qui, suivant les statuts, aura décidé de présenter la demande d'avance :

8° Une copie, certifiée conforme, du dernier bilan avec le tableau des opérations actives et passives du dernier exercice, ainsi que la copie du compte rendu moral et financier, présenté à la dernière assemblée générale et du procès-verbal de celle-ci.

Si le dernier bilan remonte à plus de trois mois, il y est joint un tableau des opérations actives et passives effectuées depuis la clôture du dernier exercice jusqu'au jour de la demande d'avance.

Si la Banque Populaire n'a pas un an de fonctionnement, le bilan et le tableau des opérations sont arrêtées à la date de la demande d'avance par le conseil d'administration qui doit y joindre les observations présentées à leur sujet par la commission de surveillance.

9° Une déclaration, certifiée conforme, indiquant le chiffre global des escomptes qui peuvent être consentis et des crédits aux clients de la Banque Populaire, à la date de la demande, avec indication de leurs durée maxima telle qu'elle a été fixée par le conseil d'administration par application de l'article 10, 4°, de la loi du 13 mars 1917 :

10° Dans le cas où la Banque Populaire est con-

stituée sous le régime de société en nom collectif, une évaluation en argent de la garantie totale que représente, à l'égard des créanciers de la société, la responsabilité collective de ses membres :

11° Dans le cas où, la Banque Populaire étant constituée sous le régime de la responsabilité limitée, les sociétaires sont néanmoins tenus statutairement à garantir, dans une certaine mesure et en plus de leurs souscriptions de parts, les engagements de la société, une évaluation en argent de la garantie complémentaire totale que représente cette obligation.

ARTICLE 5.

La demande d'avance est soumise à une enquête.

La société demanderesse doit tenir ses livres à la disposition de toute personne chargée de procéder à cette enquête et produire tous renseignements qui lui seraient demandés.

Elle peut, notamment, être invitée à fournir un dossier spécial relatif à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement des sociétés de caution mutuelle dont elle escompte le portefeuille.

CHAPITRE III

**Attribution, Renouvellement et Remboursement
des avances de l'Etat.**

ARTICLE 6.

Pour l'attribution dans les limites d'importance et de la durée fixées par l'article 12 de la loi du 13 mars 1917, des avances de l'Etat, il est tenu compte du développement des affaires de la Banque Populaires

intéressée, de la nature de ses opérations et de son genre de clientèle, des engagements en cours pris par elle à l'égard des tiers, notamment sous forme d'emprunts ou de réception de dépôts, des avances de l'Etat déjà reçues par elle, et, d'une façon générale, de tous éléments de nature à permettre de juger de sa solvabilité et à assurer le remboursement de l'avance à l'échéance.

ARTICLE 7.

L'attribution d'avances peut être subordonné à la présentation de telles garanties de remboursement que le Ministre juge nécessaire de demander notamment en ce qui concerne le mode d'emploi de tout ou partie du capital social, ainsi que le mode de constitution et d'emploi des réserves.

ARTICLE 8.

Sauf cas exceptionnels justifiés par les circonstances aucune avance ne peut être renouvelée que si l'amortissement déterminé par la décision ministérielle accordant l'avance ou, le cas échéant, par une décision ultérieure du Ministre prise sur l'avis de la commission de répartition, a été régulièrement effectué.

Le renouvellement n'est accordé que pour la portion de l'avance non amortie.

ARTICLE 9.

Au cas où la Banque Populaire bénéficiaire d'une avance de l'Etat est dissoute ou mise en état de faillite ou de liquidation judiciaire, où elle viole ses sta-

tuts, ou elle les modifie sans avoir fait au Ministre la communication prévue à l'article 3 ci-dessus, enfin où elle perd son caractère de Banque Populaire tel qu'il résulte des prescriptions de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917, les avances en cours deviennent immédiatement exigibles et l'Etat en doit poursuivre le remboursement intéégral, sans délai, auprès de la Banque Populaire bénéficiaire.

Lorsqu'un projet de modification aux statuts communiqué au Ministre en exécution de l'engagement prévu à l'art. 3 du présent décret, est de nature à diminuer les garanties de l'Etat, le Ministre notifie à la banque son opposition. S'il est passé outre, les avances en cours deviennent immédiatement exigibles.

ARTICLE 10.

Pour les vérifications prévues par l'article 14 de la loi du 13 mars 1917, les agents de l'Enregistrement sont placés en ce qui concerne ces vérifications, sous l'autorité du Ministre du Commerce et de l'Industrie, en même temps que sous celle du Ministre des Finances.

A la suite de chacune de ces vérifications et au moins une fois par an, chaque agent adresse à chacun de ces Ministres un rapport contenant ses constatations et observations sur chacune des Banques Populaires soumises à son contrôle. Le Ministre du Commerce notifie à la Banque un extrait de ce rapport.

ARTICLE 11.

Les Ministres du Commerce et de l'Industrie, des

Postes, des Télégraphes, des transports Maritimes et de la Marine Marchande et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1918.

M. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

CLEMENTEL.

Le Ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

III

LOI DU 7 AOÛT 1920

*complétant et modifiant la LOI DU 13 MARS 1917
ayant pour objet l'Organisation du Crédit au
Petit et au Moyen Commerce, à la Petite et
Moyenne Industrie.*

ARTICLE 1^{er}.

Par dérogation aux dispositions de l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, le capital social des Banques Populaires formées en conformité de la loi du 13 mars 1917, qui adopteront la forme de société à capital variable, pourra être porté par les statuts constitutifs à 500,000 francs et chacune des augmentations de capital effectuées d'année en année pourra atteindre la même somme.

ARTICLE 2.

Le paragraphe 3 de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, est modifié ainsi qu'il suit :

« 2° Les capitaux souscrits ne peuvent recevoir

un intérêt supérieur à six pour cent (6 %) des versements effectués... »

ARTICLE 3.

L'usage, comme titre ou comme qualificatif, des mots « Banque Populaire » est interdit, notamment dans les prospectus, réclames, lettres, etc... à toute entreprise qui n'aura pas été autorisée par décision du Ministre du Commerce, prise après avis de la Commission de répartition des avances instituées par l'art. 12 de la loi du 13 mars 1917, et ce, sous peines des condamnations prévues par les dispositions de l'art. 405 du code pénal.

ARTICLE 4.

Le paragraphe premier de l'art. 8 de la même loi du 13 mars 1917 est complété ainsi qu'il suit :

« ...et de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles ».

